Vol 17 # 36 • Du 6 au 12 Mars 2024
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

UN EX-PREMIER MINISTRE ITINÉRANT SANS PAYS!


Voir page 4

L'ancien Premier ministre Ariel Henry a passé plusieurs jours à Manhattan, mais aucun vol commercial n'a pu le transporter vers Haïti

LA CELAC DEVRAIT REVOIR SA POSITION SUR HAÏTI


Voir page 3

8e Sommet de la CELAC, tenu à Kingstown, Saint-Vincent-et-les Grenadines, le 1er mars 2024

Eksplozyon kay Monsenyè Dima : Yon gwo mistè !

Page 6

Ariel Henry: An Itinerant Former Prime Minister Without a Country

Page 9



Le gouvernement canadien a financé indirectement l'organisation qui a contribué au renversement d'Aristide

Page 7



L'Ukraine : vers l'effondrement de la réputation occidentale

Page 10-11





Un militaire s'immole par le feu devant l'ambassade israélienne à Washington !

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Ariel Henry face à une semaine de chaos

Par Berthony Dupont

Chaque événement en Haïti, qu'il soit négatif ou positif apporte sa cohorte de révélations ou de scandales politiques les uns plus spectaculaires que les autres. Depuis une semaine, le pays est en proie à un mouvement de révolte dont personne ne connaît les tenants. Les forces de l'ordre semblent dépassées par les évènements. L'incertitude règne. Et pour cause. La contestation populaire de son côté persiste.

L'enjeu n'est plus le contrôle systématique du régime en place. La situation aujourd'hui est toute différente pour les ennemis du progrès dont le souci ultime est de servir les intérêts de l'impérialisme américain de sorte que celui-ci continue à organiser la spirale d'effondrement social du pays.

Il ressort clairement en tout cas, que tous ceux, qui ont lié, d'une façon ou d'une autre, leur sort à la défense de ce régime de facto et à la mise en œuvre des directives des puissances capitalistes n'agissent pas pour l'émancipation du peuple haïtien.

Depuis des années, le pays s'enfonce dans une crise multidimensionnelle. Et l'on se demande, s'il y aura une issue favorable à cette crise quand chaque jour, on enregistre plus de destructions dans les services publics et sociaux, condamnant les masses haïtiennes à davantage de misère ?

Il est évident qu'aucune perspective d'issue positive pour les masses travailleuses et leurs familles ne soit à l'ordre du jour. Le pays est paralysé. Les institutions sont à bout de souffle. Le régime pourri et corrompu est en train de se disloquer. Tout le cynisme et la corruption de la clique ayant à sa tête le monstrueux Ariel Henry ont été démasqués. Ce dernier a bien montré qu'il est prêt à toutes les atrocités et tous les crimes contre le peuple haïtien, à ruiner et étrangler autant de citoyens qu'il le faudra pour conserver son pouvoir inconstitutionnel, illégitime et impopulaire.

Le danger ne fait que s'accroitre et l'avenir de la population parait le plus sombre et n'intéresse personne des classes dirigeantes. Tandis que le fidèle pantin de l'impérialisme occidental, Ariel Henry, ne rêve seulement que de se maintenir au pouvoir pour éviter toute poursuite judiciaire dans le cadre de l'assassinat de l'ancien Président Jovenel Moise. Cette situation en déliquescence est illustrée par les derniers évènements qui ont mis à nu toute la pourriture et toute la turpitude de ce régime.

Pendant qu'Ariel Henry se pavane sur toutes les Tribunes internationales en s'acharnant contre les gangs, dans les coulisses, pourtant, il concocte avec certains criminels pour accélérer l'insécurité de façon à rendre effective la venue d'une force étrangère multinationale soi-disant pour combattre ces mêmes gangs avec qui il complotait. Quel cynisme ! Quelle audace !

La crise de l'État haïtien est béante. Dans le cadre du mouvement entamé le 29 février 2024 avec l'objectif de garder Ariel hors du pays, la manœuvre serait que les gangs, sans exception aucune, s'unissent pour prendre d'assaut les prisons, libérer certains complices d'Ariel dans l'assassinat de Jovenel Moise, particulièrement Joseph Félix Badio et d'autres complices dont Dimitri Hérard et Laguel Civil. Tout était ficelé d'avance.

Déjà, il a tout fait pour ce que ces trois individus ne soient pas entendus par la justice américaine qui ferme les yeux sur certains complices clefs, notamment les commanditaires. La politique suivie par un des représentants authentiques de la classe politique haïtienne, Ariel Henry, correspond fondamentalement aux besoins de l'impérialisme. Il a encouragé et patronné directement la plus corruptrice des formes de pouvoir et d'exploitation des masses.

Quand quelqu'un joue sur plusieurs tableaux à la fois, les conséquences peuvent être néfastes. Par quelle ironie du sort, les gangs, au lieu d'aider le Premier ministre de facto, l'ont de préférence trompé en ne libérant des prisons que leurs seuls amis tout en lui laissant son colis encombrant, Joseph Félix Badio. Pire, ils se sont retournés contre l'ancien Premier ministre en l'empêchant de retourner au pays en faisant le siège des aéroports.

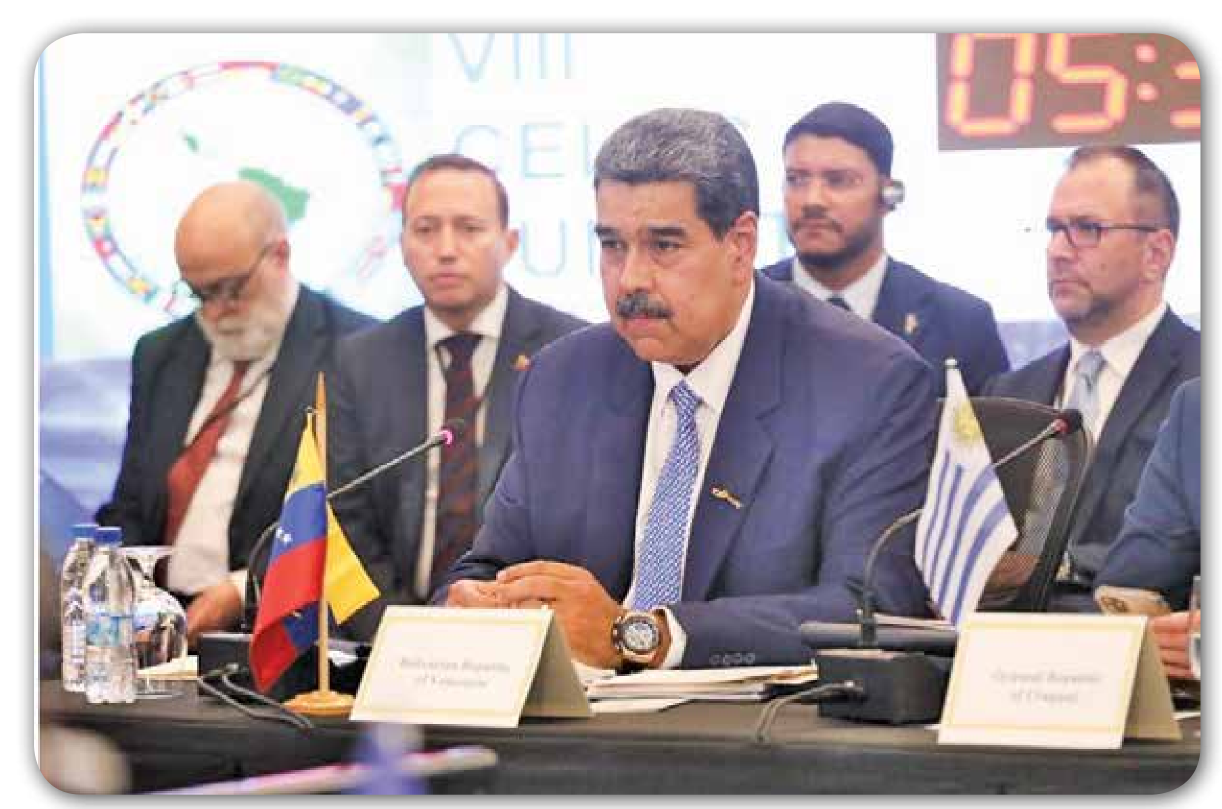
Alors, quel dénouement peut-on attendre dans les prochains jours ? Nul ne le sait. Et nul ne peut prévoir quoi que ce soit. Car l'issue reste incertaine.

Mais quoi qu'il en soit, il faut arrêter l'hécatombe. Stopper l'hémorragie en cours non pas par un simple pansement, ce ne serait pas suffisant. Pour cela, il faut une véritable rupture avec certaines traditions établies. Le peuple doit s'opposer non seulement à Ariel Henry mais aussi à toute présence militaire ou policière étrangère dans l'optique de repenser ou de remodeler la domination impérialiste en Haïti.

Que la mobilisation populaire ne désarme pas et résiste partout dans le pays ! Ariel Henry et sa clique, l'impérialisme et ses suppôts doivent rester loin du pays afin que les masses populaires reprennent leur souffle pour affronter les problèmes de l'avenir.

Seul le peuple, à travers ses organisations de lutte et sa capacité de se défendre, sera capable de décider la fin de cette ignominie qu'est le capitalisme dont la politique destructrice plonge le pays dans le plus effroyable chaos.

La CELAC devrait revoir sa position sur Haïti



Le président vénézuélien Nicolas Maduro rejette l'intervention militaire en Haïti au sommet de la CELAC

Par Mona Peralte

La Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) a été fondée à Caracas, au Venezuela, en décembre 2011, comme alternative à l'Organisation des États américains (OEA), basée à Washington, DC, créée en 1948 pour servir de char de la guerre froide. Cuba qualifie l'OEA de « ministère des Affaires coloniales » de Washington, qui a expulsé la nation socialiste en 1962.

« Au fil des années, la CELAC va laisser derrière elle l'ancienne et usée OEA », a déclaré le président vénézuélien de l'époque, Hugo Chavez, lors des cérémonies inaugurales de l'alliance de 33 membres.

« C'est *la condamnation à mort de la doctrine Monroe »*, a déclaré le président nicaraguayen Daniel Ortega lors de la fondation de la confédération sud-américaine.

En effet, les discours prononcés lors du 8e Sommet de la CELAC, tenu à Kingstown, Saint-Vincent-et-les Grenadines, le 1er mars, ont fait écho à la rhétorique enflammée de ces cérémonies il y a 13 ans. Presque tous les discours prononcés lors du sommet ont condamné le génocide en cours à Gaza, l'agression américaine dans le monde entier et la nécessité de mettre fin à toutes les interventions étrangères en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Le Premier ministre hôte, Ralph Gonsalves, a déclaré que la mission de la CELAC est *« anti-impérialiste et anti-hégémonie »*.

« Malgré toutes les difficultés auxquelles nous avons été confrontés, nous avons réussi à maintenir notre coutume historique d'être une zone sans guerre », a déclaré la présidente du Honduras, Xiomara Castro, qui est devenue présidente de la CELAC jusqu'en 2025.

«Aujourd'hui, nous devons réaffirmer notre engagement à ce qu'il n'y ait jamais de guerre, les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes recourent à la violence contre un pays frère. »

Le président cubain Miguel Díaz-Canel a qualifié la proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes de « zone de paix » par la CELAC de « jalon historique » et a déclaré qu'elle *« représente un espoir pour des millions de personnes, dont la principale préoccupation est la survie dans un monde secoué par la violence et les guerres »*

Le président colombien Gustavo Petro a dénoncé avec éloquence le *« génocide sous nos yeux » qu'Israël commet contre les Palestiniens à Gaza ainsi que l'échec de la « guerre contre la drogue » de Washington, qui a eu des effets meurtriers sur son pays. Latino-Américains au cours du dernier demi-siècle »*, a-t-il déclaré.

Le ministre conseiller pour la politique et les affaires internationales du président nicaraguayen Daniel Ortega, Valdrack Jaentschke, a également souligné la nécessité de respecter la souveraineté, l'indépendance et la non-ingérence dans les affaires intérieures des États d'Amérique latine et des Caraïbes, notant que *« la réalité est que nous sommes confrontés à tentatives de l'impérialisme de poursuivre ses pratiques colonialistes et néocoloniales, menaçant l'unité de notre région. »*

« La guerre génocidaire et les sanctions unilatérales sont l'expression d'un ordre international injuste, exclusif et antidémocratique », a déclaré le président bolivien Luis Arce à propos de « l'ordre fondé sur des règles » de Washington. *« Le multilatéralisme ne peut pas continuer à être détourné par ceux qui cherchent à imposer un système de dictature mondiale. »* Arce a également déclaré que le renforcement de la CELAC était la seule alternative contre la guerre, avertissant qu'il y avait une nouvelle vague d'ingérence étrangère et d'actions hostiles de la part des États-Unis et du Royaume-Uni qui *« cherchent à briser la paix que nous avons établie dans la région »*.

Il a donc été choquant de trouver dans le document final du Sommet un soutien au projet de Washington de mener une guerre contre le peuple haïtien afin de maintenir au pouvoir le Premier ministre de facto Ariel Henry.

La « Déclaration de Kingstown », à l'article 73, déclare : Nous appelons à la mise en œuvre rapide et efficace de la résolution 2699 (2023) du Conseil de sécurité des Nations Unies, y compris l'établissement des conditions de sécurité nécessaires en Haïti comme moyen de maintenir la liberté et des élections équitables en Haïti et jeter les bases d'un développement économique et social durable à long terme dans le pays, en renforçant la sécurité et en s'attaquant aux causes structurelles sous-jacentes de la violence et de la vulnérabilité actuelles.

Le 2 octobre 2023, après presque un an de lobbying, Washington a fait adopter à toute vapeur la résolution 2699 du Conseil de sécurité, sur laquelle la Russie et la Chine se sont abstenues de voter. Son objectif était de créer la Mission multinationale de soutien à la sécurité (MSS), une force armée NON placée sous l'égide du Conseil de sécurité, qui serait dirigée par 1 000 policiers kenyans, tristement célèbres pour leur brutalité et leur corruption.

La Haute Cour du Kenya a bloqué le déploiement de la police, le considérant comme inconstitutionnel, mais les États-Unis et le président kenyan William Ruto font fi de la décision de la cour et tentent quand même de déployer la mission.

Cette aberration du sommet de la CELAC pourrait être le résultat de la position du Brésil sur le déploiement. Dans sa déclaration lors du sommet, le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva a déclaré : *« En Haïti, nous devons agir rapidement pour soulager les souffrances d'une population déchirée par le chaos social. Le Brésil affirme depuis des années que le problème d'Haïti n'est pas seulement un problème de sécurité, mais avant tout un problème de développement.»*

Ce n'est pas une coïncidence si le secrétaire d'État américain Anthony Blinken s'est rendu au Brésil pour rencontrer Lula le 21 février. En outre, Lula a malheureusement été responsable de la direction par le Brésil de la Mission des Nations Unies pour stabiliser Haïti (MINUSTAH) de 2004 à 2017, une occupation militaire étrangère qui était responsable de viols, de massacres, de pollution et d'une épidémie de choléra en Haïti. *« Les États-Unis et le Brésil ont co-organisé une réunion ministérielle en marge de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20 pour créer une dynamique permettant le déploiement réussi d'une mission multinationale de soutien à la sécurité (MSS) en Haïti »*, a déclaré le 22 février un communiqué de presse du Département d'État sur la réunion de Rio de Janeiro. *« Les participants ont discuté de la nécessité de soutenir le peuple haïtien et la Police nationale haïtienne face à des niveaux sans précédent de violence des gangs et de déstabilisation. »*

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a également assisté au sommet de la CELAC et a certainement influencé l'inclusion du honteux article 73. *« La semaine dernière à Rio de Janeiro, plusieurs pays – y compris les membres de la CELAC – ont fait des engagements supplémentaires en faveur de la mission multinationale de soutien à la sécurité »*, a déclaré António Guterres dans sa déclaration au sommet. Seule une poignée de membres de la CELAC sont connus pour soutenir le MSS, notamment la Jamaïque, Barbade, Bahamas et Brésil.

En outre, Stéphane Dujarric, porte-parole de Guterres, a clairement expliqué que le but de la visite de Blinken était de faire pression sur Lula une semaine avant le sommet de la CELAC. *« Il y a un besoin urgent d'assurer la sécurité et d'autres formes de soutien à Haïti pour aider le pays à faire face à une crise pressante et qui s'aggrave de violence et d'instabilité »*, a déclaré Dujarric. *« Il est également important de disposer de contributions financières prévisibles et suffisantes pour la force de sécurité multinationale. »*

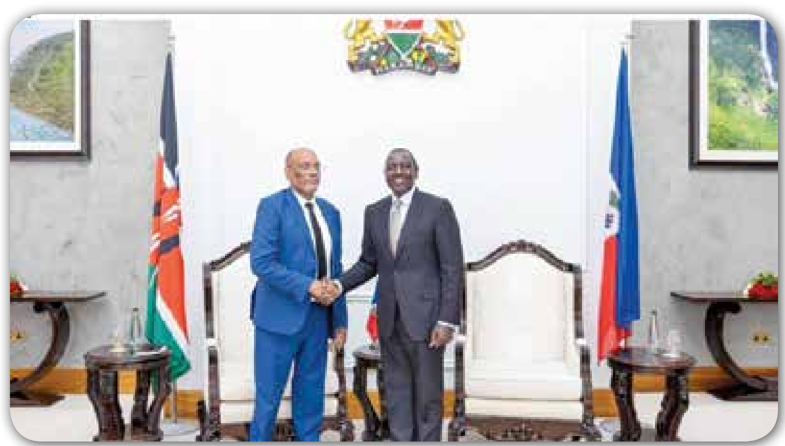
Dunjarric a également déclaré que la visite de Blinken visait à « renforcer le soutien pour enfin sortir du cercle vicieux de l'insécurité, de l'instabilité politique et de la pauvreté en Haïti, et générer un soutien au MSS en Haïti, comme autorisé par le Conseil de sécurité ».

Heureusement, lors du sommet de la CELAC, le président vénézuélien Nicolas Maduro a clairement annoncé l'opposition de son pays à une intervention étrangère en Haïti, tout comme Hugo Chavez s'était opposé à la MINUSTAH. *« Nous ne sommes pas d'accord avec aucun type d'invasion cachée, amenant des troupes d'ici ou de là », a déclaré Maduro. « Ce n'est pas la solution pour Haïti. »*

La CELAC devrait immédiatement revoir la « Déclaration de Kingstown » et supprimer l'article 73, qui ne fait qu'apporter de l'eau au moulin du projet de Washington visant à concocter une force mandataire au visage noir pour occuper militairement Haïti une fois de plus pour la troisième fois en trois décennies. Le peuple haïtien rejette universellement les efforts transparents de Washington pour sauver son fantoche Ariel Henry, désormais exilé.



Ariel Henry : un ex-Premier ministre itinérant sans pays



Ariel Henry au Kenya avec le président William Ruto

Par Kim Ives

Depuis son arrivée à New York en provenance de Nairobi, au Kenya, le samedi 2 mars, l'ancien Premier ministre de facto Ariel Henry tente de rentrer en Haïti. Mais Haïti n'en veut pas.

Il a passé plusieurs jours à Manhattan, mais aucun vol commercial n'a pu le transporter, lui et son nombreux entourage, vers Haïti car l'aéroport de Port-au-Prince a été fermé après que des coups de feu ont touché un avion charter Avolon à destination de Cuba le jeudi 29 février. Il n'y a eu aucun blessé et les dégâts ont été minimes.)

Au cours du week-end, Henry a demandé à Washington de lui fournir un avion militaire et des soldats pour l'accompagner à son retour en Haïti.



Jimmy "Barbecue" Cherizier, porte-parole de Vivre Ensemble

Le lundi 4 mars, Henry reçut sa réponse. « *Tout au long du week-end, les hauts responsables américains les responsables du gouvernement sont restés en contact étroit avec de hauts responsables du gouvernement haïtien* », a déclaré John Kirby, porte-parole de la sécurité nationale de la Maison Blanche. « « Après 72 heures de contacts diplomatiques entre Haïti et les États-Unis, l'administration Biden ne déploiera pas de troupes américaines en Haïti pour soutenir les opérations de sécurité de la Police nationale haïtienne (PNH)...

Par ailleurs, les États-Unis n'envisagent pas de fournir de troupes militaires pour accompagner le Premier Ministre et sa délégation en Haïti, actuellement bloqués aux USA depuis samedi en raison de la suspension temporaire des vols commerciaux vers Haïti.

Ariel Henry et son cortège décident alors d'affréter, pour plusieurs dizaines de milliers de dollars, un jet privé pour se rendre à Saint-Domingue. Ils ont loué un Gulfstream IV, pouvant accueillir 14 personnes, auprès d'une compagnie charter, NXT Jet. Ils ont quitté l'aéroport de Teterboro dans le New Jersey (de l'autre côté du fleuve depuis Manhattan) le mardi 5 mars à 11 h 06. (C'EST T). Mais environ trois heures après le début du vol de quatre heures, les contrôleurs de vol de la République dominicaine ont informé l'avion d'Henry, numéro de queue KPO129, qu'ils n'avaient pas la permission d'atterrir dans ce pays, même si l'avion avait déjà commencé sa descente de 35 000 pieds à 25 000 pieds. L'avion a dû dérouter sa destination vers l'aéroport international Luis Munoz Marin de San Juan, Porto Rico, où il est arrivé à 16h06. (AST).

Le détournement et le blocage réussi du retour d'Henry – la première fois que cela se produit dans l'histoire d'Haïti – ont encouragé le peuple haïtien à poursuivre sa mobilisation pour maintenir Ariel Henry hors du pays, ce qui constitue le début d'un changement radical de système. Le mot d'ordre du mouvement est DDN qui signifie « *Deyò, Deyò Net* ». *(Dehors, dehors pour de bon.)*



Ariel Henry et son cortège ont affrété pour plusieurs dizaines de milliers de dollars, un jet privé pour se rendre à Saint-Domingue.

Par ailleurs, le porte parole de vivre ensemble Jimmy "Barbecue" Cherizier dans une conférence de presse le mardi 5 mars a déclaré que : « Nous-mêmes, au sein de Vivre ensemble, nous savons où nous allons, nous savons qui est notre ennemi, et avec qui nous nous battons »

« Notre combat aujourd'hui est d'empêcher le retour du gouvernement d'Ariel Henry. Ce n'est que la première étape, comme nous l'avons toujours dit. Après avoir mis fin au gouvernement d'Ariel Henry, nous nous assurerons qu'Haïti a un État fort, un système judiciaire fort pour lutter contre la corruption, et nous nous assurerons que nous avons un système de sécurité fort, afin que les gens puissent circuler quand ils le souhaitent et rentrer chez eux quand ils le souhaitent. Ils veulent. Encore une fois, notre objectif est de voir une autre Haïti. »

Pendant ce temps, Washington poursuit ses efforts désespérés et maladroits pour organiser une troisième intervention militaire étrangère en Haïti en 30 ans, même si celle-ci ne serait pas supervisée par le Conseil de sécurité de l'ONU, mais par la police kenyane notoirement corrompue et brutalement répressive, bien que le Kenya La Haute Cour a statué qu'il ne pouvait pas être déployé. Néanmoins, le président William Ruto et Washington tentent de contourner cet ordre.

« Nous travaillons avec des partenaires internationaux pour fournir un soutien immédiat à la Police nationale haïtienne et accélérer le déploiement de la Mission multinationale de soutien à la sécurité qui aidera à rétablir la sécurité de toute urgence », a déclaré Kirby.

États-Unis : Des vétérans brûlent des uniformes en hommage à Bushnell et dénoncent le génocide à Gaza



Des images circulant sur les réseaux sociaux montrent d'anciens militaires américains brûlant leurs uniformes en hommage à l'aviateur américain récemment décédé après s'être immolé par le feu en signe de protestation contre le soutien total de son pays à la guerre génocidaire en cours du régime israélien contre la bande de Gaza.

Lors d'une veillée commémorative à la mémoire de Aaron Bushnell dans l'Oregon mercredi soir, des vétérans américains se sont livrés à un acte d'hommage poignant en brûlant leurs uniformes militaires dans une poubelle en feu. Ce geste symbolique visait non seulement à honorer le défunt aviateur américain, mais aussi à exprimer un profond rejet de ce qu'ils perçoivent comme une complicité américaine dans le génocide en cours contre les Palestiniens à Gaza.

L'un d'entre eux est vu à plusieurs reprises attisant les flammes, tout en scandant le slogan «Souvenez-vous de Aaron Bushnell, il n'est pas seul».

Les manifestants portaient une grande banderole sur laquelle était libellée : «Les vétérans disent : libérez la Palestine».

Aaron Bushnell, militaire américain de 25 ans s'est immolé dimanche 25 février devant l'ambassade d'Israël à Washington pour protester contre l'offensive israélienne à Gaza. Il a succombé à ses blessures quelques heures plus tard.

Vêtu d'un uniforme militaire, le ton déterminé, il explique qu'il met fin à ses jours pour ne plus être «complice d'un génocide». Il annonce aux internautes qu'il s'apprêtait à faire «un acte de protestation extrême» : «Comparé à ce que subissent les Palestiniens par les colonisateurs, mon acte n'est rien du tout». Arrivé devant l'entrée du bâtiment de l'ambassade israélienne, il effectue sa chorégraphie calmement : pose son téléphone, s'asperge d'essence, met sa casquette, allume son briquet et enflamme son pantalon. Avant de s'effondrer au sol, il crie trois fois, dans la douleur : «Libérez la Palestine».

Les États-Unis ont apporté un soutien sans faille à l'assaut israélien lancé contre Gaza le 7 octobre 2023 à la suite de l'opération surprise de la Tempête d'Al-Aqsa menée par les groupes de résistance siégés dans l'enclave palestinienne.

L'administration américaine est allée plus loin en opposant son veto à trois reprises aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies appelant à la cessation immédiate de l'agression israélienne. Washington a également armé Tel-Aviv de plus de 10 000 tonnes de matériels militaires depuis le début de la guerre.

La guerre a jusqu'à présent fait plus de 30 000 morts, dont la plupart des femmes et des enfants.

Press TV 29 Février 2024

Haïti : Société gang-grenée et pensée indigente


Le véritable moteur de la lutte pour débarrasser Haïti de la bande à Ariel, c'est le peuple souverain

Par Leslie Péan

(Seconde de deux parties)

Remontons à Sénèque l'Ancien pour guider nos pratiques face à l'accumulation des obstacles qui empêchent d'agir contre les bandits et contre la machine à gangs qu'est devenue l'ensemble de la société haïtienne. Un vrai capharnaüm ! Ce philosophe romain du début de l'ère chrétienne incitait à ne pas attendre pour agir, conscient qu'il était de l'incapacité de l'être humain à déterminer les résultats des actions avec certitude : « *c'est comme cela, écrit-il, que nous semons, que nous naviguons, que nous nous marions, que nous avons des enfants. En tout cela, le résultat est incertain, mais nous décidons néanmoins à entreprendre ces actions au sujet desquelles, nous le croyons, on peut fonder quelque espoir… Nous allons là où de bonnes raisons, et non la vérité assurée, nous entraînent [1].* » À ce stade, la diversité est une bonne chose qu'il faut encourager pour arriver à une société de liberté et de diversité, loin de toute pensée unique ou de parti unique.

Le réflexe de répression manifesté par le pouvoir d'Ariel Henry contre toutes celles et tous ceux qui exigent son départ de l'espace public devrait faire réfléchir les partisans du changement. Étrangement, Ariel Henry trouve des alliés objectifs dans un secteur intellectuel qui se veut progressiste, rejetant la pertinence de la déferlante prometteuse de la contestation populaire. Les vagues, les courants et les ondes qui se manifestent d'un bout à l'autre du pays sont les perturbations d'une mer houleuse dans ses profondeurs, même quand elle parait calme à la surface. Problématique dégagée par Àlvaro Garcia Linera [2], intellectuel de haute volée, théoricien, guérillero, prisonnier, militant et vice-président de la Bolivie sous les gouvernements de l'indigène Evo Morales. Problématique renouvelée à l'occasion de sa dernière conférence magistrale de novembre 2023 au Mexique.

Une façon « *kolboso* » de voir les choses

À partir de ce point d'appui critique, *lè pou tout kretyen vivan pote bouwe, kèk entelektyèl ap rete gade e ta vle detounen nou pou okipe yo olye. Nou pap pran nan ti jwèt si la a. Se dènye fwa nou ape pale ak yo. Pawòl pale, Pawòl konprann. Se pa lè pou pale anpil. Fòk tout moun ki konsyan, pote bouwe, tout jan, tout kondisyon. Yon sèl levanjil, Se bwa kale, Nou bouke, Fòk sa chanje, fòk li ale, plis li rete, plis l ap rèd pou li ak tout sa k ap kenbe l. Bali bwa kale ak boulo boulova, fòk sa chanje, fòk li ale, pa gen manman, pa gen papa, Fòk sa chanje, fòk li ale.* Quand le droit de dire que confère l'autorité intellectuelle aux dogmatiques n'a aucune emprise sur la réalité et ne peut convaincre personne, il importe de réviser sa copie avec modestie. Sinon, on tombe dans le cercle infernal de la déchéance et de l'errance, de la pauvreté intellectuelle et de l'indigence d'esprit. Avec, pour ressorts essentiels, la démagogie et la mauvaise foi. Et au lieu de diriger leurs armes contre le gouvernement usurpateur, les alliés objectifs du pouvoir ne trouvent pas mieux que de s'attaquer à Guy Philippe, Rosemond Jean et à toutes les personnes qui refusent de garder le silence et exigent le départ du gouvernement d'Ariel Henry au risque de leurs vies.

Guy Philippe serait de ceux qui auraient compris qu'il faut autre chose pour sortir Haïti du misérabilisme qui l'étrangle ? Un misérabilisme qui prend sa source dans la culture de méfiance qui balaie le tissu social et lui refuse ce droit. Une méfiance séculaire que traduit le dicton « *depi nan Ginen nèg ap trayi nèg* ». Une méfiance à puissance multiple de déstabilisation. N'a-t-on pas vu des camarades du guérillero Gérald Brisson faire à ses côtés le coup de feu sur les macoutes, tout en se demandant s'il était vraiment sincère ? Même méfiance envers d'anciens militaires passés à l'opposition du temps des Duvalier et qui préparaient des invasions contre le tyran dans des campements militaires à l'étranger. Ces souvenirs douloureux indiquent à quel point sont encore vivaces les réflexes de méfiance ou même d'hostilité de certains individus, intellectuels compris, envers des braves qui risquent leurs vies pour le bien du pays. Cette façon *kolboso* de voir les choses ne date pas d'hier et elle ne se limite pas à Haïti.

La société gang-grenée

Bizarrement, la pensée devient couverture dans la conjoncture haïtienne actuelle et ne sert plus à guider la pratique. La disparition de cette éthique de la connaissance conduit au triomphe d'un dire qui ne s'accompagne pas d'un faire. La grande erreur est de croire que, dans un milieu haut en couleur comme Haïti, la mafia des gangs déposera un jour les armes comme par une opération du Saint-Esprit. Surtout quand on sait que ces bandits sont armés et approvisionnés en munitions par des forces obscures qui ne veulent aucun changement démocratique dans la gestion du pays. Les bandits sont apparus, avec leur capacité de feu décuplée, sous la dictature des Duvalier. Et depuis, leur terreur a pris des formes de plus en plus inquiétantes avec les cagoulards, macoutes, attachés, zenglendos et chimères, pour conduire le pays au chaos actuel. La société gang-grenée a donc une histoire.

Le 15 mars 2019, la journaliste Nancy Roc écrivait sur son compte Loop : « *Du cannibalisme politique, on en arrive à de vrais scènes de cannibalisme en Haïti. Voilà ce qui arrive dans un pays où les politiciens utilisent des chefs de gangs qui œuvrent en toute impunité. Société anthropophage non gouvernable. La descente aux enfers se poursuit.* » Ce n'était qu'un début. En effet, le 25 février 2024, plusieurs reportages ont montré le chef des bandits dénommé Boutba et ses acolytes rôtissant le policier Dieufort Dor qu'ils venaient de tuer à Mariani et mangeant sa chair. Ces faits feront titrer le journal en ligne Trip Foumi le 25 février 2024 : Scènes de cannibalisme à Mariani, Haïti s'enfonce dans l'horreur [3] !

Les gouvernements en place font des clins d'œil aux anthropophages au bon moment et, avec cette complicité, ces artisans du malheur trouvent un second souffle et deviennent carrément des cannibales qui mangent littéralement leurs adversaires. Il ne s'agit pas là d'une métaphore. Le chef de gang dénommé Boutba a bien mangé littéralement le policier Dieufort Dor. Manger son semblable est devenu un fait réel, car le bandit fou furieux, véritable *berserk*, vous mange effectivement, se fait filmer pour bien montrer que ce que vous entendez ou lisez n'est pas une fiction. La fonction essentielle de ces cannibales est de maintenir la peur dans les consciences afin de dissuader, sinon d'empêcher, toute forme de revendication provenant des quartiers populaires. En réalité, il s'agit de maintenir le peuple dans un état de zombification avancée d'où il ne peut sortir qu'avec le sel de l'action. Changer de système, remettre tout en cause, en tombant et en se relevant, vingt fois de suite jusqu'à son émancipation finale.

Bien avant ces deux événements, de nombreux cas de cannibalisme avaient été dénoncés, indiquant une dégradation accélérée de la condition humaine. Les luttes de pouvoir ne se circonscrivent plus à détruire les adversaires par des mensonges et des affabulations de toutes sortes, mais elles visent aussi à manipuler des bandits pour tuer des opposants.

Qu'on se le rappelle. Le gouvernement de Jean-Bertrand Aristide ne se réduisait pas à une affaire de chimères, et cette force de frappe a même contribué à sa perte. Amiot Métayer, dit « Cubain », patron des chimères aux Gonaïves, avait annoncé la couleur en créant une organisation dénommée « Armée Cannibale ». Il se croyait invincible et se flattait même d'avoir accompli des basses œuvres comme l'exécution du journaliste Jean Dominique. Cubain a été liquidé on ne sait trop comment, et son cadavre a été retrouvé sur un terrain vacant en dehors de la ville. Alors, son frère Butteur Métayer est rentré de Miami, pour le venger. Il se répète que, par la magie noire et les « tables tournantes » [4], les esprits de l'au-delà lui ont révélé le coupable. Alors, il s'en est pris au gouvernement d'Aristide en déclenchant une révolte qui s'est répandue comme une trainée de poudre. On connait le reste.

Tel semble être le devenir des luttes politiques chez des assoiffés de pouvoir qui se croient les seuls détenteurs de la vérité. Cette forme de cannibalisme n'est pas un simple exercice de style. Cette pulsion sadique dans la recherche du pouvoir reflète un certain attachement à l'approche statique de l'essence des choses au lieu de considérer le mouvement tant à l'échelle mondiale, régionale, locale et en y intégrant la microphysique pour parler comme Michel Foucault. À ces manœuvres en tous genres, honnêtes et indigentes, pour soumettre et se soumettre les autres, Erno Renoncourt s'y est prêté. Tout en me disant dans un courriel privé être d'accord avec 80% de mes écrits, il fait des 20% restants une chair à dévorer dans un style cannibale qui ignore tout sens des proportions. Et dans cette logique de consommation, mon nom est cité 24 fois dans un texte de 10 pages. Une authentique dévoration.

Pourtant, je lui avais bien dit que ce n'était pas le moment de tels « *chire-pit* » et qu'il fallait plutôt concentrer tous les feux sur le pouvoir décadent d'Ariel Henry. Après cette étape, j'étais prêt à reprendre le débat. Lequel ? Celui entre le structurel d'une part et le conjoncturel de l'autre. Mais il a persisté de sorte que je n'ai pour le moment d'autre choix que de lui demander de se taire. J'ai bien d'autres choses plus importantes à faire que des discussions sur le sexe des anges. Chaque chose à son heure. Comme le souligne L'Ecclésiaste : « *Dans ce monde, il y a un temps pour tout et un moment pour chaque chose : Il y a un temps pour naître et un temps pour mourir, un temps pour planter et un temps pour arracher les plantes. Il y a un temps pour tuer et un temps pour guérir, un temps pour démolir et un temps pour construire* » [5].

Le véritable moteur de la lutte pour débarrasser Haïti de la bande à Ariel, c'est le peuple souverain. La véritable résistance est partie de là avec ses potentialités subversives. Le déferlement des manifestants venant des quartiers populaires a changé la donne et mis sur la table les questions fondamentales telles que la répartition du budget national, la création d'écoles et de centres de santé dans les ghettos, la participation réelle du peuple souverain à la gestion du pouvoir, la décentralisation, la création d'infrastructures rurales pour l'irrigation, etc.

C'est dans cet environnement délétère qu'Erno Renoncourt a décidé de parler sur un ton quelque peu railleur de l'évangile de Guy Philippe. La bonne nouvelle qu'apporte ce dernier ne lui plait pas. C'est son droit le plus entier. Mais qu'il partage avec nous ses propositions à lui. Quel est le contenu de sa bonne nouvelle ? Nous avons tenté de cerner quelques-uns des versets de cet évangile qu'Erno Renoncourt réprouve. Il semble qu'il s'agit de messages simples contre lesquels celui-ci ne devrait avoir rien à dire. À moins qu'il sache quelque chose que nous ignorons. Et dans ce cas, nous serions heureux qu'il fasse bénéficier la population de sa sagesse. Après le décompte des morts survenus au cours des manifestations conçues comme pacifiques tenues dans des villes telles que Hinche, Ouanaminthe, les Cayes, Roseaux, bien avant les victimes sur la route de Laboule/Kenscoff, écoutons les principaux versets de l'évangile de Guy Philippe qu'Erno Renoncourt rejette d'un revers de main.

Verset 1. Aucune force ne peut empêcher le peuple de prendre son destin en main.

Verset 2. Les Blancs défendent leurs intérêts à travers leurs ambassades et le Core Group. La bataille à mener est contre un système qui opprime le peuple depuis deux siècles.

Verset 3. La BSAP et la police nationale doivent se donner la main comme des frères et pas se tirer dessus l'un contre l'autre.

Verset 4. En respectant les conditions, nous pouvons faire des captages d'eau comme celui sur la rivière Massacre, produire du riz, des céréales et des vivres actuellement importés. Nous pouvons assurer la sécurité alimentaire

Verset 5. Le premier gang, c'est l'ÉTAT haïtien. Dans 90 jours, les bandits peuvent être maitrisés et la sécurité peut régner.

Verset 6. Un gouvernement élu peu mettre fin à la république des ONG.

Verset 7. Manifestons pacifiquement et montrons au monde entier notre détermination.

Verset 8. Le devoir de l'État est de donner la sécurité sans demander l'appui de forces étrangères.

Verset 9. À l'instar de la diaspora juive pour Israël ou de la diaspora japonaise pour le Japon, la diaspora haïtienne peut jouer un rôle capital pour la construction d'Haïti.

Verset 10. Ariel Henry

suite à la page(15)

Modeste et brève réponse à Leslie Péan

Par Erno Renoncourt

Cher Leslie Péan,

Merci de mieux éclairer mes yeux sur vos immenses connaissances historiques, tactiques et stratégiques. Je suis franchement bluffé. Cependant, je regrette que vous n'ayez pas eu l'éthique et la probité intellectuelle de débattre sur les raisons de mes doutes sur votre évangile à 11 versets. A date, vous avez réussi à faire de moi un allié objectif d'Ariel Henry, parce que je dis qu'on ne peut pas remplacer l'illégitime par l'illégitime. Vous avez établi avec force certitude que tous ceux et toutes celles qui sont contre ces alliances nauséabondes, que nous avons pratiqué par marronnage depuis 220 ans, sont des réactionnaires, des vendus et autres emmerdeurs professionnels. C'est cette même alliance que d'autres ayant votre renommée nous avaient vendue en 2004. Ne pas faire cette évaluation avant de venir nous la renouveler a quelque chose de profondément insignifiant.

Grâce à vous, je comprends mieux pourquoi Aimé Césaire avait affirmé "dans ses entretiens avec Françoise Vergès : « *J'ai rencontré des intellectuels haïtiens, souvent très brillants, mais c'étaient de vrais salopards"* (cité par Jean Jonassaint, Césaire et Haïti, des apports à évaluer, 2013). Moi je ne vous ferai pas cette insulte. Je ne contre argumenterai pas, car il y a trop de failles béantes dans votre analyse et trop d'absence de probité envers mon argumentation sur votre rhétorique pleine de sophismes. Je croyais que vous saviez que même en mettant bout à bout 10 vérités qui ne soutiennent pas les prémices de votre argumentation, il n'y a pas de cohérence qui tienne. Vous avez demandé de faire confiance à Guy Philippe pour faire la révolution, je vous ai dit, donnez-nous une seule preuve qui rattache Guy Philippe à un passé d'engagement révolutionnaire et qui autorise à lui faire confiance, au-delà de son appel à se joindre à lui, et vous m'avez sorti vos innombrables connaissances de l'histoire, et la tactique et de la stratégie. Je m'attendais même à ce que vous ajoutiez que vous descendiez d'un arrière grand parent qui avait fait la bataille de la ravine à couleuvres. Néanmoins, J'applaudis, je suis charmé. Mais, ce que vous venez de faire s'appelle du sophisme: un raisonnement faux sous des parures de vérité.


Guy Philippe

Pourtant, comme j'ai du respect pour vous et ne doute pas, malgré nos divergences sur ce point, de votre engagement pour le pays, je vais vous prouver ma bonne foi, en constatant n'ayant moins que vous n'avez pas fourni dans vos deux articles un seul fait qui mérite qu'on fasse confiance à Guy Philippe pour transformer le pays. C'est l'absence de preuve de cette confiance qui fait de vos mille arguments historiques valables (voyez je suis plus honnête que d'autres) pour renverser Ariel un évangile reposant sur la bonne parole de Guy Philippe : Vous êtes mes brebis, je suis votre pasteur, suivez-moi. Mais malgré cette absence de preuve, je me rallie à votre évangile, pour prouver ma bonne foi. Mais à une seule condition: Puisque j'ai confiance en vous, puisque vous avez étalé de si grandes compétences tactiques dans vos deux articles, puisque je ne fais pas confiance à Guy Philippe et à ses troupes, pour leur passé, venez les rejoindre sur le terrain pour prouver que vous croyez en ce que vous dites, venez prendre le co-leadership de ce mouvement, quittez votre confort à l'étranger, venez affronter l'enfer et les précarités du quotidien, afin de mieux nous convaincre de la vérité de votre évangile. Et seulement là, je vous prendrai au mot.

Erno Renoncourt, votre ardent et zélé fidèle,

Amen.

PS: Je vous laisse le soin éthique de transmettre à vos amis de Alter Presse cette brève réponse pour la diffuser aussi.

Erno Renoncourt
Citoyen Haïtien Indigné, Insoumis, Insolent

Eksplozyon kay Monseyè Dima : Yon gwo mistè !


Monseyè Dima

J. Fatal Piard

Afè kay moun se mistè
Pwovèb Ayisyen

Depi plizyè lane vye mask ipokrizi ki te bouche tout flonn lòbèy nan figi legliz yo sot tonbe bow bow. Se nan konsa tout moun ki te pran legliz oserye kòm referans moral yo vin rann yo kont yo te nan gwo manti ak tèt yo. Gen anpil obsèvatè ki vin rann yo kont legliz pi mal pase kib magi tèlman yo mele nan tout kalte vye sòs kòripsyon lòbèy ak eskonbrit piblik. De jou an jou volim kòripsyon legliz vin ogmante disèt wòtè nan pran piplis volim.

Kòm nou tout ka wè l nan dènye jou sa a yo legliz vin pran devan tout lòt sektè mafya ak move zafè tankou bandi, atoufè, gangstè, trafikan zam, trafikan dwòg, trafik moun, kidnapè ak zenglendo. Dantan lontan legliz te maton anpil nan ekzèsis kamouflay kote yo pase yon penti moral nan figi yo pou krapponnen moun nan maske fatra kòripsyon. Legliz se takou kaka bèf simaye nan savann. Anlè l sèch men aba l toujou mouye 24/24.

Pou jan yo fè l la kouch penti moral sa a men m jan ak boutèy nwa kache tout lòt koulè magouy ak mètdam men ki pa janm pouse move lòdè k ap konsonnmen anba soutàn pè ak monseyè yo ak anba vès pastè raketè yo. Tout obsèvatè ki pa konn al nan bwè diven pouriti nan kalis kay ipokrit a bib yo toujou gen kè plen anfas mafya sa a yo ki maton nan tout move zak. Se sa k esplike anpil moun ki sou men yo pa sezi aprann legliz melanje nan tout kalte vye eskonbrit ak lòbèy.

Trafik ògàn ti moun, trafik zam trafik moun, kidaping elatriye, men legliz tanpe nan tout nèt. Ane pase nan jou ki te 4 avril se legliz Episkopal ki te fè gwo gwo hit nan rantre konbyen konntenè chaje ak zam fann fwa chak senmenn. Anplis pè ak monseyè legliz Episkopal yo gen anpil pastè raketè ki te mele jis nan kou nan magouy rantre zam fann fwa pou vann day bandi san fwa ni lwa.

Fèy papye listwa rapòte katolik ak potestan toujou nan gwo goumen pou byen ak richès latè. Epoutan toulede nan gwo pledman pou yo ka wè kiyès nan yo ki ka gen monopòl benyen popilasyon an ak de manti menm gwosè ak estad la. « Men Zezi nan papòt la ». Apre 4 milya lane pesonn pa ko janm wè l pou mem 1 segonn. Ant mas 1562 ak avril 1598 apre 36 lane chen manje chen kote youn t ap sasinen lòt nan 8 lagè n te ka konprann katolik ak potestan te ka vin pi gwo lènmi jire pou tout lavi.

Hmmmmm, pa al konprann yo se lèt ak sitwon pou sa. Epoutan, sa k pi bèl la pastè potestan ak pè nan legliz katolik padan 13 fwa nan kistwa Ayiti mare gwo konfyolo pou yo mache bay Vodouyizan Bwa Kale tou vivan kote Leta toujou kore atoufè yo nan vye zak sovjri sa a yo. Sa ta vle di pesonn pa ta dwe sezi aprann bandi ak kidnapè pi gwo kliyan yo. Anpil ankèt DCPJ mennen fè konnen pè, pastè ak monsenyè trafikan mele nan trafik zam.

Men se bandi ak kidnapè ki pi gwo kliyan an yo. N sonje misyon pè ak pastè se pase tout vi yo pe ankouraje pòv pou yo vin pi pòv pou Zezi ka monte ak yo al chita adwat papa a nan wayòm bò katedral kretyen yo ap fè maketin pou li a depi Konsil ki te fèt nan Nise nan lane 325. Enben pa sezi aprann DCPJ jwenn gen pè episkopal ki gen piplis pase 5 milyon dola vèt sou 1 sèl nan 5 kanè bank li. Siman se kòmès losti ak diven ki rapòte tout mago sa a yo.

Datan lontan se bib la ki te zam vakabon ak blofè pwofesyonèl nan legliz katolik ak potestan yo. Enben depi kèk lane sèlman zam fann fwa bèje kretyen yo gen lafwa sèlman. Sa vle di se zam fann fwa ki vin ranplase bib tout ipokrit an soutàn ou ak kostim yo. Pesonn pa konn si se pwofesi ki pe akonpli men se chak jou ki jou anpil ki te a boul figi ipokrit a bib yo. Tout mask ipokrizi yo sot tonbe atè plat epi menm kote a labou kòripsyon fè gwo hit sou laplas piblik.

Detan kabwèt legliz episkopal kole ak konntenè zam fann fwa sou do l menm moun soud bijo konn non tout mal bèf ak manman bèf yo. Jou ale jou vini, kabwèt legliz pe fonse piplis toujou nan bafon labou eskobrit ak lòbèy sou laplas piblik. Eskonbrit sou eskonbrit. 18 desanm nan, se pap la ki t apral bay avan dènyè kou vendik ki t apral manke touye koukou moral legliz katoib yo nèt. Ak gwo presyon flanm dife lanfè yo lepap pase lòd li.

Flanm dife lanfè si yo ap tann yo si pè ak monsenyè derefize beni maryaj gason ak gason fanm ak fanm nan non Zezi. Konsa, depi 18 desanm 2023, tout masimadi pase tout lajounen tout lannwit pe leve pap la nan lapriyè yo paske reprezantan Senpyè a se pi gwo koutye yo. Sa k pi bèl la gen youn yon pè ou yon monseyè ta deside mete barikad pou masimadi ta jwenn benediksyon nan maryaj yo se pou malè yo. Depi 18 desanm si pap la bay tout masimadi gen baryè lib pou pè ak monseyè beni yo pou yo fè lòbèy se gras a pisans lapriyè yo.

Pè Awòl/Betsayida : Eskonbrit ti Palmis

Youn nan bib ti Malis blan kolon èsklavajis loksidan kretyen yo kwoke nan kòlèt zonbi yo klè sou sa. Eskonbrit gen pou l pete nan presbitè legliz Sen Lisi nan lokalite ti Palmis. Men tou, gwo malè ak malediksyon tou limen pandye sou zo bwa tèt sila a ki lòtè eskonbrit sa yo. Malgre tout popilasyon an konnen tout lòbèy ak eskonbrit pè nan legliz katolik mele 24/24, sa pa di pesonn anyen menm

Malgre pè Awòl pete goumen nan presbitè legliz Sent Lisi nan ti Palmis jis sou zile Lagonav, manman ak papa pitit pa gen okenn pwoblèm ak sa. Yo kontiyne voye pitit yo bay pè move zafè pou konfese epi mande Dye Izrayèl yo pou padone peche yo. Anplis se pa de milyon pou peye pou achte sakreman ekspire tankou batèm, konfesyon, lakominyon, reouvèlman, kofimasyon, maryaj, lantèman, mès pou mò, sètifika batèm, absolisyon, ekstrèm onksyon.

Tout lis men longè sa a se kèk nan machadiz ki lote nan bak legliz katolib pou yo vann tèt nèg bay ti nèg nwè yo fòse vin zonbi. Sa vle di tou pè chaje lajan pou yo fè gagòt. Alòs, lè yon manman dakò voye mimi bay makou, sa yo pran se pa yo. Se nan pèlen tèt sa ti Betsayida ki nan yon sitiyasyon afè pa bon te fè l twouve l nan obligasyon pou l al plase ak pè Awòl Franswa depi 4 lane. Men, menm jan Moris Siksto ta di l se ak yon kilòt yo te koupe kòd lonbrik pè Awòl.

E, pesonn pa bezwen gen don divinò Antwàn nan plenn Gonmye pou l gen tan konprann pè Awòl menm jan ak tout lòt pè raketè gen apil mago pou l fè pepinyè nan fè aktivite chacha sou lotèl la tankou nan presbitè a 24\24. Sa k pi mal la san konsyans yo ki bay tèt yo doktora kòm òm de dye yo pwofite de sitiyasyon mizè, soufrans, grangou ti gason kou ti fi pou yo amize yo gaspiye ni kò yo ni lònè yo ak diyite yo.

Fòk nou konprann tou moun legliz sa a yo se pi gwo defansè sistèm nan. Paske se menm sitiyasyon malouk sa system nan kreye a ki ba yo piyay pou yo pran plezi lachè pou piyay nan tout kote yo pase. Ti Betsayida pa gen maman l pa gen papa sa vle di l lage de bra balance nan lari a. Se sa k lakòz l al chwe nan de bra yon pè atoufè san yo ti zing konsyans yo bay pou Awòl Fraswa ki fann fwa l.

Pè Awòl Fannfwa sa a se li ki gen kotwòl tout fouk kilòt jenn ti gengenn nan pawas Sent Lisi ti Palmis yon lokalite sou zile Lagonav. Enfòmasyon kazèk zòn nan Renil Kontan ta bay yon jounal an liy, fanm pè Awòl pa ko sable nan ti Palmis la se paske l pa ko kwaze avè l. « Se te nan lawit lendi 15 javnye a gwo eskonbrit pete a presbitè kote tout moun te reyini sou de ran. Mwe menm kòm otorite lokalite a lè m te rive m te jwenn pòt presbitè a kraze vide atè plat. Dyòl pè Awòl t ap vide san san rete kote li te gen 4 dan devan yo rache tonbe atè ».

Kazèk Kontan te kontinye pou l di l te jwenn yon ti manzè ak tout rad li dechire ak yo bò nan kilòt li depatcha kòmkwa li ta viktim yo tantativ kadejak. Kazèk ti Palmis la te rakonte eskonbrit sa l te wè a pou l konfime pè Awòl gen doktora nan teknik desann kilòt tout ti medam 2000grimèl yo ki nan Pwentarakèt. An palan de grimèl nou sonje Mari ki se manman Zezi se yo bèl grimèl. Se pa pou gran mesi se kalib fanm kou Mari sa a yo bla kretyen loksidan bay pè Awòl kòm modèl bote epi fam ki gou anpil tou.

« ***M rele Betsaida, e m abite Miragwàn. Sa fè 4 lane depi m plase ak pè Awòl kip a janm neglije pyafe sou mwen depi l kwaze ak mwen. Sa fè prèske 2 lane l te konn byen jere m. Men depi desanm 2021 li bliye ekzistans mwen li ban m bèl vag. Apil toutè m met siveye l aprann mwen l chaje ak lòt ti gengenn. Genyen nan yo li ta mem bay moto pou met nan taksi detan sa mwen mem ki ko ba l bo sèvis gragou ap fi touye m Miragwà ak pitit mwen yo. Alòs m te vin koresponn ak li pou m fè l pran men l*** ».

Ti manzè a te di pi devan lè l rive sou zile pè Awòl Fannfwa te koprann pou m te ba l fan fwa l. Men l te derefize, epi nan plede fòse l li fout rache 4 grenn dan nan dyòl li. Li menm di l t ap pete fyèl li men l soje bondye nan syèl la l fè l pa l. Pou lapenn li ba l 1 bèl kal pou listwa pou l pa janm ranse l ak ti moun 2000 yo ankò. « **Bòbòt fanm pa piyay menm si afè m pa bon l pa yon plas piblik kote tout vakabon vin pyafe gratis apre w vire w ale** ».

Monsenyè Dima pini pè Awòl
Apre eskobrit piblik pè Awòl ak ti Betsayida fin pran lari, legliz pran pòz li pran lawnote sèvi kòlè. Sou rapò Monsenyè Dima ki se pi gwo responsab dyosèz Nip la, Monsenyè Mezidò pase lòd pou o trasfere pè Awòl jis nan Pòtoprens. Kote sa l ap disisil apil pou l kontinye jwe nan komisyon dankèt ti medam 2000 yo sou zile Lagonav lè l pi pito ankò. Se pè Wilfra Ogisten ki se kire Pwentarakèt ki pral gen baryè lib pou l distrè l ak makòn ti medam 2000 Pè Awòl yo.

Men tou pè Awòl ki pèdi barik siwo ti medam 2000 ti Palmis yo sèmante sou pwent tete gòch manman Zezi l ap fè monsenyè dyòl alèlè a pèdi tout lavi l nèt pou l ka kite tripòt. E l konn tout teknik madichon giyon ak pèsekisyon pou l fè Monsenyè lestomak kalalou a peye radiyès pèmèt sa a byen chè. Bay kou bliye byen vit men pote mak toujou sonje pou tout ta gen tan.

Monsenyè Dima bliye twò vit fòmasyon legliz bay tout pè yo se detere tout vye sòm madichon nan apokalips pou yo chante mès nwa ak kalis tèt anba ak balèn 7 koulè lakansyèl anba gòch Bawon Lakwa pou bay tout yon peyi nenpòt milyon madichon pou l viv nan mizè grangou ensekirite lavichè. Alevwa pou ti Dima pou pè tizè kilòt la pa ta jere. Pi gwo èrè monsenyè a fè l bliye twò vit lè w montre makak tout teknik pou l kalonen moun se tèt pa w li toujou kase 12 kote an premye.

Alòs apati tout èsplikasyon n bay yo tout mou ki sou men yo gen tan koprann kiyès ki manman kiyès ki papa gwo eksplozyon mirak ki rive nan tout chan lakay Monsenyè Dima a ki manke depatcha l nèt pakanpak. « ***Menm si pè yo pa ki janm bay pyès esplikasyon sou sikonstans eksplozyon ki soti nan syèl sa a fòk yo pa met nan tèt yo tout moun se makak. Anplis si pè Awòl Fannfwa ka fannfwa avni ak lavi tout ti medam 2000 sot sou zile Lagonav pou rive Miragw alòs se pa ti Monsenyè tripotay la l pa ta ka fannfwa l miyèt moso*** ». Se kòmantè yon bon obsèvatè.

An tou ka legliz la kite bourik la pou l maspinen sakpay la. Yo deside fè mach dimanche pou yo mande jistis pou Monsenyè Dima soti Petyonvil pase Kriswa pou remonte al bout nan legliz Altagras. An tou ka nan eskonbrit an chen anraje mouton pa mele. Paske pi devan chen yo pran mare konfyolo pou yo manje mouton yo. Anplis si n pap envite mas pòv yo nan maryaj la. Kouman n ve pou n envite yo nan divòs la. Pèp souvren pa fout okipe tande. Ni Monseyè ni pè Awòl se menm tyoul Vatikan an yo. Menm tenten, menm tenyen, menm mazenflen yo.

Le gouvernement canadien a financé indirectement l'organisation qui a contribué au renversement d'Aristide : documents



Par Travis Ross

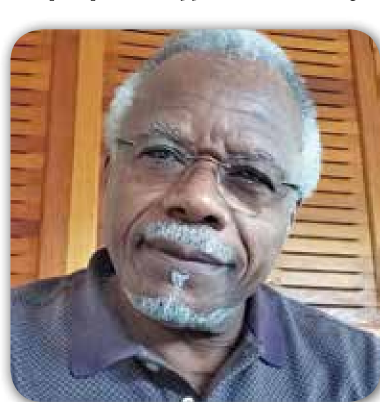
(Partie 1)

Des documents obtenus par The Canada Files montrent qu'un groupe haïtien controversé de défense des droits humains, le Réseau national de défense des droits humains (RNDDH), reçoit un financement du gouvernement canadien par l'intermédiaire d'une organisation de défense juridique à but non lucratif.

Avocats sans Frontières Canada (ASFC) a obtenu le financement d'un programme en Haïti nommé « Accès aux services judiciaires » pour plus de 19 millions de dollars canadiens, par l'intermédiaire d'Affaires mondiales Canada. ASFC entretient depuis longtemps un partenariat avec le RNDDH, étant l'un des 25 partenaires organisationnels des programmes en Haïti. Dans le cadre du programme « Accès aux services judiciaires », c'est l'un des trois projets de l'ASFC, « Accès à la justice et lutte contre l'impunité en Haïti », où le montant non divulgué a été remis au RNDDH. Affaires mondiales Canada a confirmé qu'il était au courant que le RNDDH avait obtenu un financement du projet de l'ASFC, lorsqu'il a été contacté pour commentaires.

Fournir du financement au RNDDH pour des « activités de plaidoyer » devrait sonner l'alarme pour ceux qui connaissent l'histoire du RNDDH et le rôle du gouvernement canadien dans le coup d'État de 2004 contre le président démocratiquement élu d'Haïti, Jean-Bertrand Aristide.

Dans une réponse écrite, l'ASFC indique qu'elle « *apporte un soutien financier au RNDDH, lui permettant de poursuivre son travail de documentation des violations graves des droits de l'homme et de la manière dont le système judiciaire traite ces cas conformément à l'État de droit* ». L'ASFC n'a pas voulu divulguer le montant du financement accordé au RNDDH, invoquant la confidentialité.



Pierre Espérance et le RNDDH ont fabriqué un « massacre » pour accuser le Premier ministre haïtien Yvon Neptune

ASFC a également expliqué que ce financement permet au RNDDH de « *fournir un soutien juridique aux survivantes de violences basées sur le genre et de poursuivre leurs activités de plaidoyer* ». Les « activités de plaidoyer » du RNDDH sont véritablement tristement célèbres et coïncident avec les événements qui ont suivi immédiatement le coup d'État de 2004 contre Aristide, dans lequel le Canada a joué un rôle clé.

Le rôle du Canada dans le coup d'État de 2004 contre Aristide

L'ancien président haïtien Jean-Bertrand Aristide avait remporté les élections de 2000 avec près de 92 pour cent des suffrages exprimés. L'élection a été une victoire éclatante pour Aristide et Fanmi Lavalas (FL), qui ont remporté les élections locales dans tout Haïti et 16 des 17 sièges du Sénat.

Le 29 février 2004, un coup d'État soutenu par les gouvernements des États-Unis, du Canada et de la France a forcé Aristide à quitter ses fonctions, le Canada jouant un rôle clé dans son organisation.

La première réunion, appelée « *Initiative d'Ottawa sur Haïti* », a eu lieu au Centre de conférences du gouvernement fédéral sur le lac Meech, près de la capitale canadienne, les 31 janvier et 1er février 2003. Cette réunion secrète a jeté les bases d'une intervention militaire qui va survenir un an plus tard par les forces américaines et canadiennes contre Aristide.

Le Canada a fourni 50 soldats pour sécuriser l'aéroport international Toussaint Louverture d'Haïti. Aristide a été enlevé par des marines américains et évacué de cet aéroport « sécurisé » et laissé en République centrafricaine.

Le coup d'État a eu un effet dévastateur sur la société haïtienne. Une étude du Lancet de 2006 a révélé que « pendant les 22 mois du gouvernement intérimaire soutenu par les États-Unis, 8 000 personnes ont été assassinées dans la seule grande région de Port-au-Prince. 35 000 femmes et filles ont été violées ou agressées sexuellement, plus de la moitié des victimes étaient des enfants.

Mario Joseph, directeur du Bureau des Avocats Internationaux (BAI), affirme que « si le Lancet cite 8 000 meurtres à Port-au-Prince entre 2004 et 2006, il faut doubler ce chiffre pour refléter ce qui s'est passé dans tout le pays ».

Le groupe de défense des droits humains NCHR-Haïti, financé par le Canada, a joué un rôle clé dans le coup d'État contre Aristide.

Pierre Espérance et le RNDDH ont joué un rôle clé dans le coup d'État qui a chassé du pouvoir le président démocratiquement élu Jean-Bertrand Aristide en 2004.

À l'époque, le soi-disant groupe de défense des droits de l'homme de Pierre Espérance s'appelait NCHR-Haïti. Brian Concannon, avocat spécialisé dans les droits de l'homme et directeur de l'Institut pour la justice et la démocratie en Haïti (IJDH), a décrit le NCHR-Haïti comme un « critique féroce » du gouvernement d'Aristide et un « allié » du régime illégal. Selon Concannon, le régime de Latortue « avait un accord avec le NCHR-Haïti pour poursuivre toute personne dénoncée par l'organisation ».

« *Les personnes perçues comme soutenant le gouvernement constitutionnel d'Haïti ou Fanmi Lavalas, le parti politique du président Jean-Bertrand Aristide, [ont été] systématiquement persécutées depuis fin février [2004] jusqu'à aujourd'hui. Dans de nombreux cas, le gouvernement de facto du Premier ministre Gérard Latortue est directement responsable de la persécution* », a expliqué Concannon.

Le NCHR-Haïti « *est devenu de plus en plus politisé et, à la suite du coup d'État de 2004, il a coopéré avec l'IGH [le régime de Latortue/Boniface] pour persécuter les militants Lavalas* », a écrit plus tard Concannon dans The Jurist. « *La persécution est devenue si flagrante que l'ancienne organisation mère du NCHR-Haïti, le NCHR basé à New York, a publiquement répudié le groupe haïtien et lui a demandé de changer de nom.* »

Espérance et le NCHR-Haïti changèrent alors leur nom en « Réseau National de Défense des Droits Humains », ou RNDDH. Pierre Espérance et le RNDDH ont fabriqué un « massacre » pour accuser le Premier ministre haïtien Yvon Neptune

Dans une lettre ouverte envoyée le 19 octobre 2006 au ministre haïtien de la Justice René Magloire, l'avocat des droits de l'homme Mario Joseph qualifie le NCHR-Haïti de « machine à injustice » inventée grâce au financement du gouvernement canadien. Joseph a soutenu que les accusations portées contre l'élu FL Amanus Mayette et l'ancien premier ministre Yvon Neptune « sont politiques ». Soulignant que les accusations du NCHR-Haïti ont abouti à « l'arrestation et la détention de plus d'une centaine de militants de base de Fanmi Lavalas » sans inculpation ni procès.

Joseph et plusieurs autres avocats des droits de l'homme ont exigé la libération des prisonniers politiques de FL, notamment l'ancien parlementaire Amanus Mayette et le Premier ministre Yvon Neptune.

La lettre souligne également le rôle du NCHR-Haïti dans le « programme de vengeance tenace » du régime de Latortue qui a causé « un préjudice considérable aux prisonniers politiques », notant que « c'était sur la base d'un simple communiqué de presse [du NCHR-Haïti] » que Neptune et Mayette sont arrêtées.

Dans une interview séparée, Joseph du BAI a accusé le RNDDH d'avoir fabriqué de toutes pièces des allégations contre trois dirigeants élus de FL dans le cadre d'une « campagne de désinformation ». Joseph a représenté ces dirigeants en tant qu'avocat de la défense contre les allégations selon lesquelles ils auraient orchestré un massacre à La Scierie, un quartier de Saint Marc en Haïti.

L'auteur Jeb Sprague a décrit les événements de La Scierie dans son livre Paramilitarism and the Assault on Democracy in Haiti, qui sera utilisé par l'Espérance et le RNDDH pour aider à créer les bases de sa détention illégale par le régime putschiste.

Sprague décrit une attaque coordonnée au cours de laquelle des forces paramilitaires antigouvernementales ont attaqué des commissariats de police dans la région des Gonaïves, au nord d'Haïti, début 2004. Après la chute des Gonaïves, un groupe plus restreint s'est détaché et est entré à Saint-Marc (La Scierie). Cette escouade paramilitaire rencontre les RAMICOS (Rassemblements des Militants Conséquents de la Commune de Saint-Marc). Sprague décrit RAMICOS comme un « groupe quasi-paramilitaire financé par les élites de l'opposition ». RAMICOS et les paramilitaires ont immédiatement attaqué les bâtiments gouvernementaux et les commissariats de police.

Une semaine plus tard, les forces gouvernementales repoussent les paramilitaires et reprennent Saint-Marc. Au cours de cette opération, les forces gouvernementales étaient appuyées par un groupe de défense armé local nommé *Bale Wouze*. Par la suite, les forces du RAMICOS sont restées à Saint-Marc.

Suite à la victoire contre les forces paramilitaires, le Premier ministre Yvon Neptune s'est rendu à Saint-Marc, inspectant les restes d'un commissariat incendié et attaqué par le RAMICOS et d'autres forces paramilitaires.

Un jour après la reprise de Saint-Marc, les forces du RAMICOS ont attaqué un commissariat du quartier de La Scierie. Un mélange de policiers, de membres de *Bale Wouze* et de citoyens de La Scierie ont défendu leur quartier et réussi à repousser les forces du *RAMICOS*. Dans cet échange de tirs, plusieurs personnes ont été tuées, dont des civils.

Sprague ne considère clairement pas le RNDDH comme un groupe de défense des droits humains crédible, le décrivant comme un « groupe de défense des droits humains aligné sur l'opposition ».

Suite à ces événements de La Scierie, le RNDDH a qualifié la bataille de « massacre sanctionné par le gouvernement Aristide ». Le RNDDH a eu l'audace de réclamer « l'immunité pour la financière paramilitaire Judy C. Roy » tout en accusant Neptune d'avoir orchestré un « génocide » contre des civils.

En 2006, le journaliste d'investigation canadien Chris Scott s'est rendu à Saint Marc. Il a rejeté le NCHR-Haïti (aujourd'hui RNDDH) comme un groupe « partisan » dont les allégations contre Neptune n'étaient rien d'autre que des « conjectures ». Il conclut que « compte tenu du rôle non reconnu du Canada dans le renversement du gouvernement Aristide et de son soutien enthousiaste au régime post-coup d'État », la décision du Canada de financer le NCHR-Haïti montre une « complicité » dans un « jeu très partisan ».

En effet, quelques semaines après les allégations lancées par le NCHR-Haïti contre Neptune, l'ambassade du Canada en Haïti a annoncé qu'un financement de 100 000 $ CAN serait alloué à l'organisation. Une enquête menée par le journaliste Anthony Fenton a révélé que le NCHR-Haïti avait demandé plus de 79 000 $ CAD pour « la représentation légale des victimes de La Scierie ».

Avocats sans Frontières Canada prétend que le RNDDH n'a joué aucun rôle dans la détention illégale de Neptune

L'ASFC a publié un document intitulé « Haïti : Guide pratique sur le recours en habeas corpus » sur son site Internet. Le guide a été créé dans le cadre du projet AJULIH avec un financement du gouvernement canadien. Le guide est conçu pour aider les avocats haïtiens des droits de l'homme à défendre les Haïtiens illégalement détenus.



De gauche à droite : l'Ambassadeur américain Lawrence A. Pezzullo, l'Ambassadeur Ernest H. Preeg, et l'agent informateur de l'ambassade américaine Pierre Espérance

Neptune a été emprisonné et illégalement détenu. Les accusations du RNDDH contre Neptune sont une cause directe de sa détention prolongée et illégale. Des enquêtes ultérieures menées par des enquêteurs indépendants et par les Nations Unies ont miné la description des événements de La Scierie par le RNDDH et son directeur Pierre Espérance.

Une presse pour la conversion ! L'article de Kevin Skerritt expliquait qu'à la suite d'une enquête d'avril 2005 sur les violences à Saint Marc, Louis Joinet, alors expert des droits de l'homme de l'ONU en Haïti, "*a rejeté les récits d'un massacre*" et a décrit à la place une série de meurtres dans des "affrontements" entre deux groupes armés avec des pertes des deux côtés.

Les conclusions de Joinet ont été reprises par Thierry Fagart, chef de la division Droits de l'Homme de la Mission de l'ONU, qui a également déclaré que « depuis le début de la procédure jusqu'à aujourd'hui, les droits fondamentaux, selon les normes nationales et internationales, n'ont pas été respectés dans le cas de M. ... Neptune. Fagart a poursuivi : « *Pour moi, il est clair qu'ils n'ont jamais eu de fondement juridique pour le poursuivre en justice. Depuis le début jusqu'à aujourd'hui, toutes les poursuites contre lui étaient illégales.* »

Fagart a conclu que la décision du gouvernement démocratiquement élu d'Haïti de reprendre Saint-Marc par la force était justifiée. « *Je pense qu'ils avaient raison parce qu'ils l'étaient - je ne suis pas un partisan de Lavalas, je tiens à préciser que je ne suis pas un partisan de Lavalas. Mais en même temps, il était clair que le gouvernement légal était le gouvernement Aristide* ».

Le seul cas que le document donne comme exemple d'un Haïtien bénéficiant du droit à l'habeas corpus (en bref, le droit fondamental inscrit dans la Constitution qui protège contre l'emprisonnement illégal et indéfini) est celui du Premier ministre de l'époque, Yvon Neptune.

Le document fait référence au cas de Neptune sans mentionner que son emprisonnement illégal était le résultat de fausses allégations d'Espérance et du NCHR-Haïti.

Le document de l'ASFC se concentre sur la décision de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) selon laquelle l'État d'Haïti a violé les droits humains de Neptune.

Le résumé du jugement de l'IJDH explique que la CIDH a jugé que l'État haïtien avait violé « 11 dispositions différentes de la Convention américaine relative aux droits de l'homme en emprisonnant illégalement l'ancien Premier ministre Yvon Neptune pendant deux ans et en laissant l'affaire s'éterniser devant les tribunaux pendant près de deux ans de plus ».

« La Cour a critiqué presque tous les aspects des poursuites engagées par Haïti contre M. Neptune », explique le résumé. "Il a jugé illégale la détention de M. Neptune pendant 25 mois et les conditions de détention qu'il a endurées inhumaines et dégradantes".

Interrogée sur le rôle de son organisation partenaire dans la persécution de Neptune, l'ASFC a évité de commenter, affirmant que « la décision Neptune de la Cour interaméricaine des droits de l'homme a été utilisée dans le guide,

suite à la page(16)

Voyage au cœur de la mobilisation anti-Ariel Henry !



La population a décrété Ariel Henry « persona non grata » en Haïti.

Par Catherine Charlemagne

(2ème partie)

Il est indéniable, que les jours d'Ariel Henry sont comptés au pouvoir en Haïti. Au moment où nous écrivons la deuxième partie de cette chronique, mardi après-midi, personne ne sait où se trouve le Premier ministre. Il n'est ni au Kenya ni aux Etats-Unis. La rumeur laissait entendre qu'il serait en France pour un soi-disant festival de Café. Mais personne ne le voit. Ce qui est certain, il n'est pas non plus en Haïti dans la mesure où les deux aéroports internationaux du pays - Toussaint Louverture à Port-au-Prince et celui d'Hugo Chavez au Cap-Haïtien - sont surveillés comme le lait sur le feu par la population pour empêcher l'avion qui le transporterait d'atterrir. Même des aéroports régionaux comme Jacmel, Jérémie et Cayes sont mis en état d'alerte par la population qui a décrété Ariel Henry « persona non grata » en Haïti. C'est dire que la mobilisation entamée il y a plus d'un mois contre le régime ne faiblit point. Comme sous la présidence de Martelly, Moïse et avant eux, Aristide, Port-au-Prince demeure le bastion de la contestation anti-Ariel Henry en même temps que la police n'hésite pas à faire un usage excessif de gaz lacrymogène, voire de tirs à balles réelles.

D'où les nombreuses victimes comptabilisées depuis le déclenchement du mouvement de contestation contre le pouvoir en place à l'exemple du journaliste Jean-Marc Jean qui a perdu un œil le 8 février 2024. Le lundi 5 février 2024, ce sont tous les quartiers de la capitale : Canapé-Vert, Solino, Bel-Air, Bourdon, Nazon, Champ de Mars, Lalue, Delmas, Delmas 32, etc. qui étaient en ébullition en faisant bruler des pneus un peu partout dans la ville en prévision du 7 février. Ce même 5 février, l'ancien Premier ministre, Claude Joseph, le chef du parti EDE (Les Engagés pour le Développement), était avec ses partisans dans les rues, notamment devant la Villa d'Accueil servant de Primature à Musseau, pour organiser un sit-in afin de demander le départ du chef de la Transition, Ariel Henry. Mais, la police qui semble avoir reçu des consignes de fermeté a été sans pitié.

Elle n'a épargné personne. Elle est intervenue avant même que les contestataires aient eu le temps de déployer leurs banderoles. Elle faisait usage de gaz lacrymogène et tirait de partout sur les manifestants qui ont été dispersés après que l'ex-Chancelier, Claude Joseph, ait été copieusement arrosé de gaz. Idem pour le chef du parti Pitit Dessalines, Jean-Charles Moïse, le dimanche 4 et lundi 5 février. L'ancien Maire de Milot a failli laisser sa peau lors de la manifestation du lundi 5 février 2024 à Delmas et aux alentours de la Primature à Musseau. Pris sous les feux nourris de la police et des civils armés sur le parcours de la manifestation sur la Route de Delmas en direction de Pétion-Ville, l'ancien sénateur n'a eu la vie sauve que grâce à l'habileté et la vigilance de ses partisans qui l'ont vite exfiltré et conduit dans un ravin situé en contre-bas de la route où il a trouvé refuge chez les habitants de ce bidonville. Hagard et déstabilisé, le leader politique est sorti choqué et n'a pas pu terminer le parcours de la manifestation tant la police du régime faisait une démonstration de force de son équipement anti-émeute alors que l'ex-candidat à la présidence d'Haïti et la population ne faisaient que manifester dans le calme à ce moment-là.

Il faut dire que les forces de l'ordre étaient sur les dents dans la mesure où on avait annoncé la venue de Guy Philippe à Port-au-Prince dans la perspective des grandes manifestations du 7 février 2024. Certes, toutes les villes de province étaient elles aussi en mouvement contre le gouvernement, notamment contre Ariel Henry. Il n'en reste pas moins, c'est une évidence, que la capitale leur a ravi la vedette le Jour-J, c'est-à-dire, le 7 février, journée à laquelle, d'après les oppositions, Ariel Henry était supposé quitter la Primature. En effet, la semaine précédente, l'arrivée de Guy Philippe était annoncée dans la capitale. En vérité, c'est tout Port-au-Prince qui retenait son souffle. Le gouvernement se demandait comment réagir si le leader de la contestation arriverait à pénétrer l'environnement du pouvoir et prendrait la tête d'un cortège de contestataires en colère. C'était une fausse alerte.

Guy Philippe, n'est pas là. Finalement, la population qui manifestait quotidiennement finit par s'en faire et s'apprêtait à se passer de la présence du chef rebelle. Certains dans la presse commençaient même à dire que l'enfant terrible de la République avait peur de venir se frotter à la police de Port-au-Prince. Le pouvoir se croit sorti d'affaires. Débarrassé de l'encombrant visiteur d'un jour. Sauf que ni les autorités ni les opposants au régime n'avaient compris qu'il s'agissait d'une stratégie de cet ancien élève de l'Académie militaire de Quito en Équateur pour arriver à Port-au-Prince sans se faire repérer par les forces de l'ordre. Surtout, Guy Philippe voulait faire de sa présence dans la capitale un événement politique et médiatique. Il voulait que ce soit le 7 février jour symbole s'il en est un pour marquer les esprits. Ainsi, il a mis au point une stratégie et le déroulé de sa venue à Port-au-Prince.

Sachant que le pouvoir fera tout pour l'empêcher de toucher le sol de la capitale, il va prendre tout le monde par surprise. Tout d'abord, il commence par réserver une place sur un vol Jérémie/P-au-P pour le 7 février 2024. Mais, comme il connaît le système et sait de quoi il est capable, dès lundi 5, en compagnie de quelques fidèles et de ses gardes du corps, il embarque incognito sur un petit bateau en direction de Port-au-Prince. Son voyage préparé dans les moindres détails, il a évité de prendre les grands navires faisant le trajet Jérémie/P-au-P où les agents du gouvernement auraient pu le reconnaître ou le découvrir et donner l'alerte. Sur ce frêle bateau, ils ont vogué durant toute la nuit pour être à l'aube à Port-au-Prince, le mardi 6 février. Arrivé dans la capitale, après quelques précautions d'usage, Guy Philippe va se faire remarquer sur les lieux du crime, à Pétion-Ville, où, près de 7 ans plus tôt, le sénateur de la Grand'Anse avait été appréhendé « kidnappé » par les agents de la DEA américaine et le BLTS haïtien sur accusation de complicité de trafic de drogue.

En effet, le mardi 6 février 2024 dans la matinée, pendant que des milliers de manifestants se préparaient à se lancer du carrefour de l'aéroport au bas Delmas, lieu de rassemblement habituel appelé *Kafou rezistans*, Guy Philippe paradait sur la Place Saint Pierre, à Pétion-Ville, serrant les mains des curieux et des passants qui ne revenaient pas de leur surprise. Immédiatement, la nouvelle de la présence de Guy Philippe à Pétion-Ville va faire le tour du monde sur les réseaux sociaux, notamment, dans le pays et à Port-au-Prince. Instantanément, des centaines de motards qui attentaient pour défiler à la manifestation ont pris la route vers Pétion-Ville, ce qui a semé une panique compréhensible dans la capitale et à Pétion-Ville. Mais, très vite, une folle rumeur va se rependre parmi les manifestants et à travers la République, notamment, dans la Cité : Guy Philippe est en ville ! Guy Philippe marche sur le Palais national ! Guy Philippe se rend à la Primature pour arrêter Ariel ! Tels étaient les cris entendus durant cet instant où tout paraissait figé.

Tandis qu'au même moment, les flots d'images d'un Guy Philippe souriant et calme sur les réseaux sociaux continuaient d'indisposer les membres du gouvernement dont certains, par précaution, se mettaient déjà à couvert, selon certaines sources proches du pouvoir. Pour être sûr que c'est bien de lui dont il s'agissait sur les vidéos qui circulaient dans les réseaux sociaux, le quotidien *Le Nouvelliste*, par éthique professionnelle, contacte l'ancien leader de la lutte armée de 2004, pour authentification. Guy Philippe, confirme, en effet, qu'il est bien en chair et en os dans la capitale pour accompagner la population dans sa lutte contre le régime « J'avais promis à la population que je serai à Port-au-Prince avant le 7 février. Je n'ai jamais menti à mon peuple. Je suis là pour la manifestation du 7 février » déclare-t-il fièrement et rassuré. Ainsi, Guy Philippe a pu tenir parole en venant jusqu'à la capitale porter son crédo de révolution qu'il tente de vendre à la population depuis son expulsion des Etats-Unis. La présence du natif de Pestel à Port-au-Prince allait égayer et raviver les contestataires de tout le pays, notamment ceux de la région métropolitaine de Port-au-Prince qui ont fait une démonstration de force le mercredi 7 février 2024 mais sans Guy Philippe, pour raison de sécurité disait-il dans les médias le lendemain.

Partout à Delmas, à Pétion-Ville, la foule criait son ras-le-bol contre le gouvernement et particulièrement contre Ariel Henry et Me André Michel. Celui-ci semblait, à ce moment-là, se terrer dans une villa quelque part à Pétion-Ville ou à Debussy, voire dans un grand hôtel de la Place d'après certaines sources. Mais, c'est à Pétion-Ville justement qu'on allait déplorer plus de victimes. Et c'est le jour aussi où la Brigade de Sécurité des Aires Protégées (BSAP) compte les premiers morts dans ses rangs. Tout a commencé très tôt avec un contingent d'agents de cette structure d'Etat qui manifestait sur la route de Delmas et de Pétion-Ville accompagné des milliers de manifestants aux cris de « vive BSAP, abas la police » sur tout le parcours. Ce manège a duré une bonne partie de la journée. Sauf qu'au moment de rentrer dans leur base du côté de Kenscoff, sur la route de Thomassin, soudain la police nationale a décidé d'intervenir sans raison apparente.

Lorsque des UDMO, (policiers d'une unité spécialisée), ont sommé un Pick-up blanc portant les initiales BSAP et transportant un groupe d'agents de s'arrêter, ces derniers n'ont pas réagi et naïvement ont même crié : ne tirez pas, BSAP et la police sont frères. Mais, il semble que ces policiers n'étaient pas de cet avis. En une fraction de seconde, ils ont ouvert le feu tuant sous une pluie de projectiles, officiellement, 5 agents de la BSAP et ont mis aux arrêts 3 autres. Les victimes se nomment : Mackendy Veillard, Dorvil Jean Fontange, Zéphyrin Daniel, Clersain Thomas et Chrisner Désir. Une action qui a occasionné une panique générale dans la zone de Laboule 10, ce d'autant plus que Guy Philippe, selon ses propres déclarations dans la presse, dans un autre véhicule quelques mètres plus loin, suivait le cortège des agents BSAP qui ont été tués. Il dit assister à toute l'opération et que c'est lui qui était visé par cette attaque car le pouvoir avait des informations selon lesquelles il faisait partie du cortège. Ce sont les agents de l'UDMO de Pétion-Ville qui sont à l'origine de cette opération, sans doute orchestrée par le Président du CSPN qui n'est autre que le Premier ministre Ariel Henry et par le Directeur général de la PNH, Frantz Elbe.

Après ce carnage, la police a saisi le véhicule dans lequel ces agents de la BSAP protégeaient dans la matinée la population qui manifestait contre le régime. Au cours de cette opération meurtrière, non seulement ce véhicule a été saisi mais une motocyclette appartenant également à la BSAP et transportant d'autres agents a fait l'objet de confiscation. Tous ces matériels ont été ramenés au Commissariat de Pétion-Ville sous les quolibets des manifestants en colère. Le soir même, les cadavres des 5 agents ont été inhumés dans une fosse commune après l'autorisation du Commissaire du gouvernement, après qu'il ait été informé par le Commissaire de police de Pétion-Ville que 5 bandits ont été tués dans des affrontements avec les forces de l'ordre, sans jamais faire mention qu'il s'agissait de cinq agents de la BSAP. Signalons que le lendemain, l'OPC (Office de Protection du Citoyen) a fait sortir une note de presse dans laquelle il dit réclamer une « Enquête approfondie sur les circonstances de la mort violente des cinq agents de la Brigade de Sécurité des Aires Protégées à Laboule 10 le mercredi 7 février 2024 dans des circonstances qui demeurent troublantes ».

On n'oublie pas non plus la prise de position de l'Association des Militaires d'Haïti (AMH) qui met en garde le gouvernement après cet incident durant lequel 5 agents BSAP ont perdu la vie. Selon une note de presse, l'association dit *« (…) À titre de rappel, l'actuel Commandant en Chef des FAd'H, certains Officiers du Haut Commandement Militaire et tous les militaires démobilisés de la BSAP sont membres de l'Association Militaire d'Haïti. Quelques 500 membres non militaires de la BSAP ont été formés par l'AMH et cette liste a été acheminée au Grand Quartier General et au Ministère de la Défense pour leur éventuelle incorporation dans l'Armée. Un affrontement entre FADH et BSAP est un affrontement entre des frères d'armes de la même Association Militaire d'Haïti.*

Ainsi, le Dr. Ariel Henry est invité à tout mettre sur la table, d'abord pour empêcher un affrontement fratricide à 2 niveaux entre BSAP et FADH, affrontement auquel il ne survivrait certainement pas, ensuite passer les instructions nécessaires pour que la BSAP soit transférée sans délai sous le commandement des FADH. (…) Enfin, l'Association Militaire invite tous les acteurs politiques au dépassement qui sied à leur statut d'élites et met en garde contre toute infiltration ou instrumentalisation de la BSAP dans des actions de provocation avec les FADH et la PNH (…) » Enfin, il y a la déclaration du Syndicat national de la police nationale d'Haïti (SYNAPOHA) qui, par la voix de son Coordonnateur général, Lionel Lazarre, a appelé les policiers à la prudence et leur demande d'éviter la manipulation de la part des politiciens. Lionel Lazarre dit être conscient des vives critiques dont fait l'objet la police après l'attaque qui a causé la mort des 5 agents de la BSAP mais aussi d'autres victimes au sein de la population, notamment, près d'une dizaine de journalistes qui ne faisaient que leur travail. Prenant la parole le jeudi 8 février 2024 sur radio *Magik9*, le responsable syndical appelle les policiers à se ressaisir :

« Au niveau du Synapoha, nous sommes touchés par les critiques contre la PNH. Nous comprenons les préoccupations et les frustrations exprimées par la population par rapport à ce qui se dessine. Cependant, la PNH doit exercer sa fonction dans les limites de la loi. Les dérives doivent être corrigées. La PNH ne doit pas donner l'impression d'être efficace dans le contrôle des manifestations et faible dans d'autres domaines ou pire, donner l'impression qu'elle protège un pouvoir au lieu d'accompagner la population. Aujourd'hui, la PNH doit être au service de tous » a déclaré Lionel Lazarre, Coordonnateur du Syndicat national de la police nationale d'Haïti. Il faut dire que, durant cette journée, on a enregistré un nombre incalculable d'échauffourées entre la police et la population à travers le pays. (**A suivre**)

C.C

Ariel Henry: An Itinerant Former Prime Minister Without a Country



The flight tracking of Henry's chartered private jet on Mar. 5 shows it circling east of Turks and Caicos after the Dominican Republic prohibited him from landing there.



De facto Haitian Prime Minister Ariel Henry after landing on Mar. 5 in San Juan, Puerto Rico. He has been unable for the past five days to return to Haiti, or even the island of Hispaniola.



Ariel Henry and his entourage flew on Mar. 5 in a Gulfstream IV private jet, like the one pictured here.

by Kim Ives

Since arriving in New York from Nairobi, Kenya on Sat., Mar. 2, former de facto Prime Minister Ariel Henry has been trying to get back to Haiti. But Haiti does not want him.

He spent several days in Manhattan, but no commercial flights could fly him and his large entourage to Haiti because the Port-au-Prince airport was closed after gunfire hit an Avolon charter jet bound for Cuba on Thu., Feb. 29. (No one was injured, and the damage was minimal.)

Over the weekend, Henry asked Washington to provide him with a military plane and soldiers to accompany him back to Haiti.

On Mon., Mar. 4, Henry received his answer. "Through the weekend, senior U.S. government officials remained in close contact with senior Haitian government officials," said John Kirby, White House National Security spokesman. ""After 72 hours of diplomatic contacts between Haiti and the USA, the Biden administration will not deploy American troops in Haiti to support the security operations of the Haitian National Police (PNH)... Furthermore, the United States will not provide a military plane to accompany the Prime Minister and his delegation to Haiti, currently blocked in the USA since Saturday due to the temporary suspension of commercial flights to Haiti."

At that point, Ariel Henry and his cortege decided to charter, for tens of thousands of dollars, a private jet to fly to Santo Domingo. They rented a Gulfstream IV, which seats 14 people, from a charter company, NXT Jet. They left Teterboro Airport in New Jersey (across the river from Manhattan) on Tue., Mar. 5 at 11:06 a.m. (EST). But about three hours into the four-hour flight, the flight controllers in the Dominican Republic informed Henry's aircraft, tail number KPO129, that they did not have permission to land in that country, although the plane had already begun its descent from 35,000 feet to 25,000 feet. The plane had to divert its destination to Luis Munoz Marin International Airport in San Juan, Puerto Rico, where it arrived at 4:06 p.m. (AST).

The diversion and successful blocking of Henry's return – the first time this has happened in Haitian history – has emboldened the Haitian people to continue their mobilization to keep Ariel Henry out of the country as a beginning of radical system change. The watchword of the movement is DDN which stands for "Deyò, Deyò Net." (Out, Out for Good.)

"We in *Viv Ansanm*, we know where we are going, we know who our enemy is, we know who we're fighting with," said Jimmy "Barbecue" Cherizier, the spokesperson of the "Live Together" coalition which has joined the anti-crime armed groups of the Revolutionary Forces of the G9 Family and Allies with those of the G-Pèp, which comprised many criminal gangs which have committed kidnapping, rape, extortion, and other crimes in recent years. "In our battle today, stopping Ariel Henry's government from returning is just the first step, as we have always said. After we stop Ariel Henry's government, we will assure ourselves that Haiti has a strong state, strong justice system to fight against the corrupt, and we will assure ourselves that we have a strong security system, so people can circulate whenever they want and come home when they want. Again, our objective is to see another Haiti."

Meanwhile, Washington is continuing its desperate and clumsy efforts to organize a third foreign military intervention into Haiti in 30 years, although this one would be not be overseen by the UN Security Council, but by the notoriously corrupt and brutally repressive Kenyan police force, although Kenya's High Court has ruled it cannot be deployed. Nonetheless, President William Ruto and Washington are trying to circumvent the order.

"We're working with international partners to provide immediate support to the Haitian National Police and expedite the deployment of the Multinational Security Support Mission that will help restore security urgently," said Kirby.

CELAC Should Revisit its Position on Haiti

by Mona Péralte

The Community of Latin American and Caribbean States (CELAC) was founded in Caracas, Venezuela in December 2011 as an alternative to the Washington, DC-based Organization of Amercan States (OAS), formed in 1948 to be a Cold War chariot. Cuba characterizes the OAS as Washington's "Ministry of Colonial Affairs, " which expelled the socialist nation in 1962.

"As the years go by, CELAC is going to leave behind the old and worn-out OAS," then Venezuelan President Hugo Chavez said at the 33-member alliance's inaugural ceremonies.

"It's the death sentence for the Monroe Doctrine," said Nicaragua's President Daniel Ortega at the South American confederation's founding.

Indeed, the speeches at the 8th CELAC Summit, held in Kingstown of St. Vincent and the Grenadines on Mar. 1, echoed the fiery rhetoric of those ceremonies 13 years ago. Almost all of the addresses at the Summit condemned the on-going genocide in Gaza, U.S. aggression worldwide, and the need to stop all foreign interventions in the Latin America and the Caribbean.

Host Prime Minister Ralph Gonsalves said that CELAC's mission is "anti-imperialist and anti-hegemony."

"Despite all the difficulties we have faced, we have managed to maintain our historical custom of being a war-free zone," said Honduran President Xiomara Castro, who became CELAC's president until 2025. "Today we must reaffirm our commitment that never will a people of Latin America and the Caribbean use violence against a brotherly country."

Cuban president Miguel Díaz-Canel called CELAC's Proclamation of Latin America and the Caribbean as a "Zone of Peace" an "historic milestone" and said it "means hope for millions, whose main concern is survival in a world convulsed by violence and wars."

Colombian president Gustavo Petro eloquently denounced the "genocide before our eyes" that Israel is committing against Palestinians in Gaza as well as Washington's failed "war on drugs," which had murderous effects on his country."We have lived through a genocide of a million Latin Americans in the last half century," he said.

Nicarguan President Daniel Ortega's Minister advisor for Policy and International Affairs, Valdrack Jaentschke, also underlined the need to respect sovereignty, independence, and non-interference in the internal affairs of Latin American and Caribbean states, noting that "the reality is that we are facing attempts by imperialism to continue its colonialist and neocolonial practices, threatening the unity of our region."

"Genocidal war and unilateral sanctions are expressions of an unjust, exclusionary, and undemocratic international order," said Bolivia's president Luis Arce about the "rules-based order" of Washington. "Multilateralism cannot continue to be hijacked by those who seek to impose a global dictatorship." Arce also said that strengthening CELAC was the only alternative against war, warning that there was a new wave of foreign interference and hostile actions by the U.S. and United Kingdom that "seek to break the peace that we have established in the region."



The representatives of the 33 member states of CELAC at the body's 8th Summit in Kingstown, St. Vincent and the Grenadines.

Therefore it was shocking to find in the Summit's final document an endorsement for Washington's project to wage war against the Haitian people to, in effect, keep de facto Prime Minister Ariel Henry in power.

The "Declaration of Kingstown," in Article 73, states: "We call for the prompt and effective implementation of the United Nations Security Council resolution 2699 (2023), including the establishment of the necessary security conditions in Haiti as a means to hold free and fair elections in Haiti and lay the foundations for long term sustainable economic and social development in the country, strengthening security and addressing the underlying structural causes of ongoing violence and vulnerability."

On Oct. 2, 2023, after almost a year of lobbying, Washington rammed through the Security Council Resolution 2699, on which both Russia and China abstained from voting. Its purpose was to establish the Multinational Security Support mission (MSS), an armed force NOT under the Security Council's aegis, to be headed by 1000 Kenyan cops, infamous for their brutality and corruption.

Kenya's High Court has blocked the police deployment as unconstitutional, but the U.S. and Kenyan President William Ruto are flouting the court's ruling and trying to deploy the mission anyway.

This aberration at the CELAC Summit may be the result of Brazil's stand on the deployment. In his statement at the summit, Brazil's President Luiz Inácio Lula da Silva said: "In Haiti, we need to act quickly to alleviate the suffering of a population torn apart by social chaos. Brazil has been saying for years that Haiti's problem is not just one of security, but above all one of development."

It is not coincidental that U.S. Secretary of State Anthony Blinken traveled to Brazil to meet with Lula on Feb. 21. Furthermore, Lula was sadly responsible for Brazil leading the 2004-2017 UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH), a foreign military occupation that was responsible for rape, massacres, pollution, and a cholera epidemic in Haiti.

"The United States and Brazil co-hosted a ministerial meeting on the margins of the G20 Foreign Minister Meeting to build momentum to enable the successful deployment of a Multinational Security Support (MSS) mission to Haiti," said a Feb. 22 State Department press release about the Rio de Janeiro meeting. "Participants discussed the need to support the Haitian people and the Haitian National Police in the face of unprecedented levels of gang violence and destabilization."

UN Secretary General Antonio Guterres also attended the CELAC Summit and certainly influenced the inclusion of the shameful Article 73.

"Last week in Rio de Janeiro, several countries – including CELAC members – made additional pledges to the Multinational Security Support mission," Guterres said in his statement to Summit. Only a handful of CELAC members are known to support the MSS, including Jamaica, Barbados, Bahamas, and Brazil.

Furthermore, Stéphane Dujarric, Guterres' spokesperson, made clear the purpose of Blinken's visit to pressure Lula a week before the CELAC Summit. "There is an urgent need to provide security and other support to Haiti to help the country deal with a pressing and worsening crisis of violence and instability," Dujarric said. "It is also important to have predictable and sufficient financial contributions for the multinational security force."

Dunjarric also said that Blinken's visit was intended to "bolster support to finally address the vicious circle of insecurity, political instability, and poverty in Haiti, and generate support for the MSS in Haiti, as authorized by the Security Council."

Thankfully, at the CELAC Summit, Venezuelan President Nicolas Maduro clearly announced his nation's opposition to foreign intervention in Haiti, just as Hugo Chavez had opposed the MINUSTAH. ""We do not agree with any type of hidden invasion, bringing troops from here or there," Maduro said. "It is not the solution for Haiti."

CELAC should immediately revisit the "Kingstown Declaration" and excise Article 73, which just brings water to the mill of Washington's project to concoct a black-face proxy force to once again militarily occupy Haiti for a third time in three decades. The Haitian people universally reject Washington's transparent effort to salvage its now exiled puppet Ariel Henry.

L'UKRAINE : VERS L'EFFONDREMEN



Le président ukrainien Volodymyr Zelenskyy et son homologue russe Vladimir Poutine



Par Oleg Nesterenko*

Après le monde bipolaire, existant depuis la fin de la seconde guerre mondiale et jusqu'à l'implosion de l'Union Soviétique en décembre 1991, l'actuel conflit sur le territoire de l'Ukraine est le point de gravité dans le processus de transition entre deux grandes époques de l'histoire contemporaine : l'ancienne - unipolaire - qui a perduré durant les 30 dernières années et la nouvelle - multipolaire - post-hégémonique, qui est née fin février 2022.

Les évènements d'aujourd'hui ne sont que l'adaptation moderne, le reflet dans le miroir du vieux principe des révolutions exprimé par Vladimir Lénine déjà en 1913 dans son ouvrage « Le premier mai du prolétariat révolutionnaire » : les classes inférieures ne veulent plus vivre à l'ancienne, tandis que les classes supérieures ne peuvent plus gouverner à l'ancienne. Soit, l'impossibilité pour la classe dirigeante de maintenir sa domination en forme inchangée. Aujourd'hui, les « classes supérieures » sont le monde occidental gravitant autour des Etats-Unis d'Amérique et les « classes inférieures » - le reste de l'humanité.

Une fois de plus, l'histoire n'apprend rien aux « élites » politiques et les époques se remplacent de la même manière que cela fait un siècle : dans la violence.

Les discours sur la défense de la liberté, de la démocratie et des nobles valeurs et, donc, occidentales que l'Ukraine représente et défend ne sont que les narratifs « atlantistes » développés via l'appareil de la propagande des médias mainstream, afin de justifier auprès des masses électorales préformatées les initiatives controversées entreprises par les représentants du pouvoir actuel du bloc de l'occident collectif américano-centrique. Des narratifs très éloignées de la tragique réalité du pouvoir ukrainienne.

Sans entrer dans le détail des intérêts profonds des Etats-Unis d'Amérique dans le cadre de la guerre en Ukraine qui s'y déroule depuis 2014, des intérêts directement basés sur la stratégie globale de la défense des éléments existentiels pour l'état américain, il est à noter que l'arrivée à leurs objectifs préétablis se traduisait par l'affaiblissement politico-économique significatif de la Russie d'une part, en tant qu'un des acteurs majeurs vis-à-vis du système de pétrodollars et, d'autre part, en tant que partenaire stratégique de la Chine tant dans le domaine économique, dont les deux pays ont une véritable complémentarité, tant dans le domaine politico-diplomatique et militaro-technologique.

De la « guerre-éclair » vers la guerre d'usure

Initialement, au déclenchement de la nouvelle phase de guerre, il était prévu que les sanctions contre la Fédération de Russie d'une amplitude sans précédent dans l'histoire contemporaine, mises en œuvre par l'occident collectif sous le patronat de Washington et soutenues sous la pression politico-économique par une partie du monde non occidental dès les premiers jours de la guerre, auraient dû ébranler l'économie russe en quelques mois et la mettre sur le chemin précalculé de l'effondrement inévitable, et faire de la Russie un état-paria. Un état-paria non pas pour une période de quelques mois ou années, mais pour toute une époque future.

Toutefois, dès le déclenchement des sanctions, des signes inquiétants de la résistance inattendue de l'économie russe sont apparus, parallèlement au refus des acteurs majeurs non occidentaux de condamner l'initiative de Moscou sur le territoire de l'Ukraine, malgré la coercition « atlantiste » hors du commun.

Les Etats-Unis d'Amérique se sont retrouvés dans l'incapacité de fédérer autour d'eux le monde non occidental dans leur projet antirusse. Le plan primaire qui a dû fonctionner contre la Russie à court terme, en quelques semaines, voire des mois, a totalement échoué.

L'effondrement de l'économie russe qui n'a pas eu lieu, étant l'une des raisons-clés de la guerre en Ukraine, afin, notamment, qu'au moment de la phase majeure de la future confrontation des Etats-Unis face à la Chine la Russie ne puisse se permettre le soutien significatif de son partenaire stratégique asiatique sous la menace de nouvelles sanctions que le pays avec une économie censée être anéantie ne serait en mesure de s'accorder - il était nécessaire de modifier la stratégie.

L'action américaine a été donc fondamentalement revue à la base et s'est tournée vers la stratégie de l'usure à long terme. Stratégie qui ne pouvait fonctionner sans l'élément initialement imprévu : le financement d'une ampleur sans précédent du pouvoir ukrainien. Une ligne de crédit inédite dans l'histoire contemporaine a été ouverte à cet effet au bénéfice de Kiev.

Le projet des négociations face à la Russie à genoux

Certains experts du camp « atlan-



.L'Union européenne a besoin d'un changement de gouvernance. D. R.

T DE LA RÉPUTATION OCCIDENTALE



Opération de communication occidentale en Ukraine. D. R.

tiste », en répétant en écho les slogans adressés par la propagande de Kiev à leurs masses, prônent pour objectif indispensable le retour de l'Ukraine à ses frontières de 1991 en le présentant comme étant parfaitement réalisable. C'est à dire, la reprise à la Russie et l'instauration du pouvoir de Kiev sur les villes, telles que Donetsk et Lougansk à Donbass et Simferopol avec Sébastopol en Crimée. Sébastopol, dont la principale raison de la récupération de la Crimée par la Russie était le danger imminent, à la suite du coup d'état de 2014 à Kiev, de la perte de la base navale russe située dans la ville et sa reprise opérationnelle par les forces navales de l'Otan.

Les personnes qui envisagent sérieusement un tel scénario ne sont que la caricature grotesque et l'insulte au qualificatif d'expert. Point nécessaire de détailler leur position et de rappeler que la probabilité de la reprise par l'Ukraine, par exemple, du port militaire russe de Sébastopol est infiniment plus faible que l'utilisation massive des armes nucléaires dans le conflit en cours. Cela étant, l'utilisation de la composante nucléaire de la défense russe dans la confrontation est actuellement proche de zéro.

Aujourd'hui, l'objectif du bras armé de l'occidental collectif : importer un maximum d'éléments sur le terrain et, ensuite, de négocier en position de force face à la Russie, censée être ébranlée.

Une forme d'amateurisme déconcertant et la méconnaissance du raisonnement quasi-génétique du peuple russe ne permet pas de faire comprendre aux auteurs de cette stratégie que la négociation clé à partir de la position de faiblesse, quand bien même elle aurait lieu, sur les éléments vitaux pour la Fédération de Russie est totalement inconcevable pour cette dernière et n'aura jamais lieu.

Si par la suite d'une série d'évènements la Russie était, hypothétiquement, mise ponctuellement en position de faiblesse, ce n'est pas une négociation tant espérée, plus que naïvement, par l'Occident collectif face à la Russie affaiblie qui aurait lieu, mais un recul suivi d'une reconsolidation et remobilisation des moyens à disposition de le Fédération de Russie pour le retour sur ses positions de domination de la situation.

A souligner que dans les circonstances économico-militaires de ce jour, d'une part, des pays de l'Otan et, d'autre part, de la Russie, la probabilité de réalisation du scénario occidental dans les années à venir est mathématiquement proche de zéro.

Le franchissement des tabous

Aujourd'hui, la compréhension de la réalité sur le terrain des opérations qui diffère grandement du plan de guerre initialement prévu, mène le bloc occidental vers une forme de panique opérationnelle qui se traduit dans l'accroissement chaotique des aides militaires supplémentaires totalement imprévues pour l'agent exécutant dans la confrontation sur le terrain - l'armée ukrainienne.

Cet accroissement chaotique se reflète dans le franchissement des tabous établis par les responsables occidentaux eux-mêmes, comme la livraison à l'Ukraine des obus d'uranium appauvri, des chars occidentaux et les futures livraisons des avions de combats américains (et, ensuite, européens ?) en réduisant, proportionnellement, la marge de manœuvre avant le déclenchement des hostilités directes entre l'armée russe et celle de l'Otan.

Notamment, la spécificité de l'exploitation des avions de combat F-16 qui seront prochainement fournis à l'Ukraine est telle qu'il est totalement impossible de la réaliser intégralement, d'une manière autonome, sur le territoire de l'Ukraine. Et selon le rôle proportionnel des bases aériennes situées, notamment, en Pologne et en Roumanie, dans l'exploitation de l'aviation en question – l'état-major russe prendra la décision de les bombarder ou pas. Si le ravitaillement des F-16 en munitions a lieu en dehors de l'Ukraine – les frappes russes des lieux en question seront pratiquement inévitables, car, selon les lois de guerre, les pays visés seront considérés en tant que belligérants, participants directs aux combats.

Risque civilisationnel

Après les siècles du rayonnement et de l'exposition au monde non occidental du modèle de la réussite exemplaire de la société occidentale, nous sommes arrivés au point de l'exposition d'une toute autre nature : celle de la dégénérescence et de la destruction à vitesse grandissante des valeurs et des principes sociétales qui ont forgé la civilisation occidentale depuis les deux derniers millénaires.



Les hommes et femmes politiques qui ont pris aujourd'hui le pouvoir sur la majeure partie du vieux continent ne sont pas dans la capacité de comprendre que le rejet de plus en plus grandissant du modèle occidental par le reste du monde, dont la guerre en Ukraine n'a fait qu'accentuer le processus et n'a fait que tomber les masques, a, pour son fondement, le refus de la nouvelle idéologie sociétale occidentale axée sur le néolibéralisme et la domination des intérêts des diverses minorités sur ceux de la majorité - ce qui est, en soit, le projet de « l'anti-société ».

Ce qui a séduit hier - ne séduit guère aujourd'hui.

Dès février 2022, observant la flagrance des doubles standards appliqués par la communauté occidentale, observant la confiscation totalement illégale selon le droit international, le vol des réserves financier russes - les pays du monde non occidental s'éloignent d'une manière accélérée de cette dernière, constatant, à juste titre, qu'ils peuvent être les prochaines victimes.

L'effondrement de la réputation de l'Occident en tant que terre du droit a eu lieu.

Après ce premier effondrement, l'effondrement de la réputation politico-militaire de l'occident collectif vis-à-vis de l'opinion du reste du monde est inévitable.

Plus aucun engagement occidental garanti par sa force militaire ne sera crédible. Les prolongations répétées des investissements massifs dans la guerre sur le territoire de l'Ukraine ne sont dues qu'à la tentative de nuancer les dommages majeurs que l'image de la puissance et de la crédibilité militaire « atlantiste » subiront. L'ampleur sans précèdent des investissements est directement proportionnelle à la compréhension de l'ampleur du désastre réputationnel qui suivra.

Aujourd'hui, les états du monde sont mis devant le choix stratégique. Le choix qui les laissera soit en position qui est la leur depuis des décennies, soit qui modifiera leur perception et leur rôle sur la scène internationale : rester dans le sillage et sous la domination directe ou indirecte de la puissance militaro-monétaire américaine, épaulée par le vieux continent, ou de changer le vecteur de leur politique étrangère et de rejoindre l'alliance multipolaire qui est, dorénavant, incarnée par les membres du BRICS qui, depuis sa création en 2006, s'est démontrée comme une structure viable de la coopération économique seine, construite sur les principes fondamentaux de la non-ingérence, de l'égalité des droits et du bénéfice mutuel.

***Oleg Nesterenko**
Président du CCIE
(www.c-cie.eu)

(Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne ; ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)

Un reportage du New York Times démolit le discours de la «guerre non provoquée» en Ukraine



Des volontaires de l'Assemblée sociale-nationale prêtent serment d'allégeance à l'Ukraine avant d'être envoyés dans la partie orientale de l'Ukraine pour rejoindre les rangs du bataillon spécial «Azov» à Kiev, en Ukraine, le mardi 3 juin 2014

Par Patrick Martin

Au cours des deux dernières années, presque toutes les références des médias américains à l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 ont été obligatoirement précédées des mots : «non provoquée».

On a dit au public qu'il s'agissait d'une guerre sans cause, que l'Ukraine était irréprochable et que l'invasion devait s'expliquer entièrement par les intentions et la psychologie d'un seul homme, le président russe Vladimir Poutine.

Cependant, le week-end du deuxième anniversaire de la guerre, le New York Times a publié un long article révélant que l'invasion russe de l'Ukraine, le 24 février 2022, avait été déclenchée par une campagne systématique et généralisée d'agression militaire et d'espionnage de la part des États-Unis.

L'article détaille les opérations de longue date de la Central Intelligence Agency (CIA) en Ukraine, au cours desquelles l'agence a financé et développé l'agence de renseignement militaire ukrainienne **HUR**, l'utilisant comme une arme d'espionnage, d'assassinat et de provocation dirigée contre la Russie pendant plus d'une décennie.

Le Times écrit : *Vers la fin de l'année 2021, selon un haut fonctionnaire européen, M. Poutine considérait le lancement de son invasion à grande échelle lorsqu'il a rencontré le chef de l'un des principaux services d'espionnage russes, qui lui a dit que la CIA et le MI6 britannique contrôlaient l'Ukraine et la transformaient en tête de pont pour des opérations contre Moscou.*

Le reportage du Times démontre que cette évaluation des services de renseignement russes était tout à fait exacte. Pendant plus d'une décennie, depuis 2014, la CIA a constitué, formé et armé les services de renseignement et les forces paramilitaires ukrainiens qui se livraient à des assassinats et à d'autres provocations contre les forces pro-russes dans l'est de l'Ukraine, contre les forces russes en Crimée et de l'autre côté de la frontière, en Russie même.

Dans un passage crucial, le Times écrit : *Alors que le partenariat se renforçait après 2016, les Ukrainiens se sont impatientés face à ce qu'ils considéraient comme une prudence excessive de la part de Washington, et ont commencé à organiser des assassinats et d'autres opérations meurtrières, en violation des conditions que la Maison-Blanche pensait que les Ukrainiens avaient acceptées. Furieux, les responsables de Washington ont menacé de mettre fin à leur soutien, mais ils ne l'ont jamais fait.*

En d'autres termes, les forces paramilitaires ukrainiennes armées, financées et dirigées par les États-Unis et l'OTAN assassinaient systématiquement les forces favorables à un rapprochement avec la Russie.

Le compte-rendu du journal commence par le coup d'État de Maïdan de février 2014, lorsque des forces de droite et néonazies soutenues par les États-Unis et l'Union européenne ont renversé le président pro-russe élu et mis en place un régime pro-impérialiste dirigé par le milliardaire Petro Porochenko.

Ce coup d'État était le point culminant de deux décennies d'avancées impérialistes dans l'ancien bloc soviétique, y compris l'expansion de l'OTAN pour inclure pratiquement toute l'Europe de l'Est, en violation des promesses faites aux dirigeants de l'ancienne Union soviétique. Le Times ne dit rien de cette histoire antérieure, ni du rôle de la CIA dans les événements de Maïdan.

Maïdan a ouvert la voie à une escalade massive de l'intervention de la CIA, comme l'explique en détail le reportage du Times. L'agence de renseignement a joué un rôle central dans l'alimentation du conflit entre l'Ukraine et la Russie, d'abord sous la forme d'une guerre de bas niveau contre les séparatistes pro-russes dans l'est de l'Ukraine, puis d'une guerre à grande échelle après l'invasion russe en février 2022. Trois administrations américaines ont été impliquées : d'abord Obama, puis Trump et maintenant Biden.

Selon le reportage du Times, les opérations de la CIA comprenaient non seulement l'espionnage à grande échelle, mais aussi l'aide à des provocations directes telles que l'assassinat d'hommes politiques pro-russes dans l'est de l'Ukraine et des attaques paramilitaires contre les forces russes en Crimée.

Le Times rapporte qu'une unité ukrainienne, Fifth Directorate, a été chargée de mener des assassinats, dont un en 2016. Le Times écrit :

Une mystérieuse explosion dans la ville de Donetsk, occupée par la Russie, dans l'est de l'Ukraine, a éventré un ascenseur dans lequel se trouvait un haut commandant séparatiste russe, Arsen Pavlov, connu sous son nom de guerre, Motorola.

La C.I.A. a rapidement appris que les assassins étaient des membres du Fifth Directorate, le groupe d'espionnage qui recevait la formation de la C.I.A. L'agence ukrainienne de renseignement intérieur avait même distribué des écussons commémoratifs aux personnes impliquées, chaque écusson étant surpiqué du mot «Lift», terme britannique désignant un ascenseur.

Le reportage décrit une autre opération de ce type : *Une équipe d'agents ukrainiens a installé un lance-roquettes, dans un bâtiment des territoires occupés. Il se trouvait juste en face du bureau d'un commandant rebelle nommé Mikhail Tolstykh, plus connu sous le nom de Givi. À l'aide d'un déclencheur à distance, ils ont tiré le lance-roquettes dès que Givi est entré dans son bureau, le tuant, selon des responsables américains et ukrainiens.*

Depuis le début de la guerre, le HUR ukrainien a étendu ces opérations d'assassinat à l'ensemble du territoire de la Russie, y compris l'assassinat de Daria Douguina, polémiste pro-Poutine de premier plan dans les médias russes, et de représentants du gouvernement et de l'armée russes.

La CIA a trouvé ses alliés ukrainiens très utiles pour collecter de grandes quantités de données sur les activités militaires et de renseignement russes, à tel point que le HUR lui-même ne pouvait pas les traiter et devait transmettre les données brutes au siège de la CIA à Langley, en Virginie, pour analyse. Un reportage antérieur moins détaillé sur cette collaboration en matière de renseignement, publié dans le Washington Post, citait l'estimation d'un responsable ukrainien du renseignement selon laquelle «250.000 à 300.000» messages militaires/de renseignement russes étaient collectés chaque jour. Ces données ne concernaient pas seulement l'Ukraine, mais l'activité des services de renseignement russes dans le monde entier.

Bien avant l'invasion russe, la CIA cherchait à élargir son attaque contre Moscou. C'est ce que rapporte le Times : La relation [avec le HUR ukrainien] a été si fructueuse que la C.I.A. a voulu la reproduire avec d'autres services de renseignement européens qui partageaient le même objectif de lutte contre la Russie.

Le chef de Russia House, le département de la CIA chargé de superviser les opérations contre la Russie, a organisé une réunion secrète à La Haye. Des représentants de la C.I.A., du MI6 britannique, du HUR, du service néerlandais (un allié essentiel en matière de renseignement) et d'autres agences ont convenu de commencer à mettre en commun un plus grand nombre de leurs renseignements sur la Russie.

Une coalition secrète contre la Russie avait été établie, et les Ukrainiens en étaient des membres essentiels.

Toutes ces activités ont eu lieu bien avant l'invasion russe de février 2022. Le déclenchement d'une guerre à grande échelle a conduit à un engagement encore plus direct de la CIA en Ukraine. Les agents de la CIA étaient les seuls Américains à ne pas faire partie de l'évacuation initiale du personnel du gouvernement américain de l'Ukraine, et à n'être transférés que dans l'ouest de l'Ukraine. Ils ont continuellement informé les Ukrainiens des plans militaires russes, y compris des détails précis des opérations au fur et à mesure qu'elles se déroulaient.

Selon le Times : *En l'espace de quelques semaines, la C.I.A. est revenue à Kiev et l'agence a envoyé de nombreux nouveaux agents pour aider les Ukrainiens. Un haut fonctionnaire américain a déclaré à propos de la présence importante de la C.I.A. : «Est-ce qu'ils appuient sur les gâchettes ? Non. Contribuent-ils au ciblage ? Absolument.»*

Certains officiers de la C.I.A. ont été déployés dans des bases ukrainiennes. Ils examinaient les listes de cibles russes potentielles que les Ukrainiens s'apprêtaient à frapper, comparant les informations dont disposaient les Ukrainiens avec les renseignements américains afin de s'assurer de leur exactitude.

En d'autres termes, la CIA a aidé à diriger la guerre, faisant du gouvernement américain un participant à part entière, un cobelligérant dans une guerre avec la Russie dotée de l'arme nucléaire, bien que Biden ait affirmé que les États-Unis n'aidaient l'Ukraine que de loin. Et tout cela sans que le peuple américain ait le moindre mot à dire.

Le compte-rendu du Times constitue involontairement un réquisitoire contre les médias américains. Le journal écrit : *Les détails de ce partenariat en matière de renseignement, dont beaucoup sont révélés par le New York Times pour la première fois, ont été étroitement gardés secrets pendant une décennie.*

Cet aveu signifie que ces secrets étaient «étroitement gardés» par le Times lui-même. Comme l'a fait remarquer l'ancien rédacteur en chef Bill Keller, la liberté de la presse signifie la liberté de ne pas publier, et «c'est une liberté que nous exerçons avec une certaine régularité». En particulier, pourrions-nous ajouter, lorsqu'il s'agit des crimes de l'impérialisme américain.

L'article du Times n'est pas tant une révélation qu'une diffusion contrôlée d'informations. Le «journal de référence» américain rapporte que les deux auteurs de l'article, Adam Entous et Michael Schwirtz, ont mené «plus de 200 entretiens» avec «*des fonctionnaires actuels et anciens en Ukraine, ailleurs en Europe et aux États-Unis*». Cette activité aurait difficilement pu avoir lieu sans la connaissance, l'autorisation, voire l'encouragement de la CIA, ainsi que du régime Zelensky et des services de renseignement ukrainiens.

Pendant ce temps, un vrai journaliste, Julian Assange, attend la décision sur son dernier recours contre l'extradition vers les États-Unis, où il risque 175 ans de prison, voire la peine de mort. Le crime d'Assange et de WikiLeaks, qu'il a fondé, est de ne pas avoir obéi aux règles du journalisme bourgeois et de ne pas avoir demandé l'autorisation des autorités du renseignement militaire avant de publier des révélations sur les crimes de guerre américains en Irak et en Afghanistan, sur les efforts du département d'État américain pour subvertir et manipuler les gouvernements, et sur les activités d'espionnage de la CIA et de la National Security Agency.

La révélation d'une décennie d'opérations de la CIA en Ukraine – clairement à la demande de l'agence elle-même – semble être liée au conflit actuel au sein de l'élite dirigeante américaine sur la politique à adopter dans cette guerre, à la suite de la débâcle subie par le régime Zelensky lors de l'offensive de l'année dernière, qui n'a pas remporté grand-chose et qui a subi des pertes colossales. Les républicains du Congrès bloquent toute nouvelle aide militaire et financière à l'Ukraine, déclarant en fait que les États-Unis devaient réduire leurs pertes dans ce pays et se concentrer sur leur principal ennemi, la Chine.

En rapportant que l'appareil de renseignement militaire américain a essentiellement le contrôle du régime ukrainien, le Times cherche à faire pression sur les républicains pour qu'ils soutiennent le financement de la guerre. Il affirme que cet argent ne va pas à un gouvernement étranger, dans une guerre étrangère, à des milliers de kilomètres des frontières américaines, mais à un sous-traitant de l'impérialisme américain, menant une guerre américaine dans laquelle du personnel américain est intensément et directement engagé.

Ce faisant, le Times a révélé que sa propre couverture de la guerre en Ukraine au cours des deux dernières années n'était rien d'autre que de la propagande de guerre, visant à utiliser un récit frauduleux pour inciter le public américain à soutenir une guerre d'agression impérialiste prédatrice dont le but est de soumettre et démanteler la Russie.

Wsws 26 février 2024

Déclaration de Georges Abdallah lue à Marseille le 25 février 2024

Par Georges Ibrahim Abdallah



Chers amis, chers camarades,

Depuis plus de quatre mois et demi, le peuple palestinien, à travers toutes ses composantes sociales et politiques, fait face à une agression génocidaire massive à Gaza et aux opérations militaires, non moins meurtrières, en Cisjordanie où les colons suprématistes et les soldats de l'armée d'occupation se livrent au quotidien aux pires excès, en vue d'intensifier toujours plus la colonisation, et de rendre les conditions existentielles insupportables pour la majorité des masses populaires. Arrestations arbitraires, assassinats des activistes, destruction des habitations et autres exactions deviennent de plus en plus le lot quotidien de tous les Palestiniens en Cisjordanie.

Tout naturellement, les États impérialistes en Occident se mettent d'une manière ou d'une autre, aux côtés de l'entité sioniste, orchestrant une campagne de propagande, justifiant et soutenant cette criminelle guerre sioniste, dénigrant à longueur de journée les principales forces qui s'opposent et surtout criminalisant ici, toute initiative solidaire en faveur de la lutte des masses populaires palestiniennes et de leurs avant-gardes combattantes.

La bourgeoisie impérialiste dans ce pays, juste au moment où elle célèbre la panthéonisation d'une héroïque figure de Résistance antifasciste, invoque, toute honte bue, le « droit de légitime défense » de l'occupant sioniste face à la Résistance du mouvement national palestinien.

Rares sont les voix, dans l'intelligentsia social-démocrate, qui rappellent aux thuriféraires du système que l'occupant colonialiste n'a aucune légitimité. L'occupation et l'armée de l'occupation avec tout ce qu'elle charrie dans son sillage, sont complètement illégitimes. Par contre, la Résistance à l'occupant sous toutes ses formes, est la plus légitime et noble expression du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Certainement, il est très difficile de concevoir cette légitimité quand on a gardé dans sa tête une place particulière pour le maréchal Pétain ou autre maréchal Bugeaud non moins exécrable...

Ceci étant, chers amis, chers camarades, peut-être serait-il utile de rappeler que la solidarité internationale active s'avère une arme indispensable dans la lutte contre la colonisation de peuplement toujours en cours en Palestine et la guerre génocidaire qui lui est intimement liée. C'est en fonction de cette solidarité active que l'on peut participer aux changements de rapports de force ici dans le ventre de la bête impérialiste, et ailleurs dans le processus de construction du « bloc social historique » cadre global et sujet potentiel du mouvement de libération national. Bien entendu, vous n'êtes pas sans vous rendre compte que c'est en fonction de votre mobilisation solidaire active que les « fondés de pouvoir du capital » ont été obligés de céder et de lever l'interdiction de manifester en faveur de la solidarité avec le peuple palestinien. Autrement dit, en dépit de tout ce processus de fascisation en cours dans ce pays, le simple fait d'assumer la mobilisation solidaire sur le terrain international participe, en quelque sorte, au renforcement de la « convergence des luttes » et à la structuration du « Bloc social historique » en vue de s'assumer en tant que sujet politique actif...

Si la bourgeoisie impérialiste célèbre ces jours-ci la panthéonisation de Manouchian juste après avoir adopté la « loi sur l'immigration » c'est qu'elle cherche avant tout, à effacer et enterrer les valeurs incarnées dans la lutte et le martyr de tous les résistants comme Manouchian.

Chers amis, chers camarades,

Au début du vingtième siècle jusqu'à nos jours, le peuple palestinien n'a jamais cessé de combattre le projet sioniste de colonisation de peuplement. Plusieurs décennies de luttes, de sacrifices et de souffrances ont façonné l'Être palestinien au plus profond de son identité. Les milliers de martyrs et de prisonniers ainsi que les centaines de réfugiés dans les camps, en Palestine et dans les pays limitrophes, ont contribué à complexifier considérablement les conditions existentielles du peuple palestinien et par conséquent les conditions objectives de sa résistance.

En effet, ce n'est que dans le cadre global de cette « résistance historique » que s'affirme et s'épanouit la construction du sujet politique antisioniste et c'est précisément dans ce cadre que l'on peut mieux saisir l'articulation dynamique de ses composantes ainsi que les divers facteurs structurant « la volonté collective » de promouvoir l'agir anticolonial (antisioniste, antiimpérialisme). Ce n'est qu'à la lumière de tout ce parcours que l'on peut aujourd'hui comprendre pourquoi « la Palestine ne peut que vaincre » en dépit de tout ce qui paraît à première vue comme un énorme déséquilibre dans le rapport des forces : à savoir, d'un côté l'entité sioniste, ce prolongement organique de l'impérialisme occidental, et de l'autre les masses populaires palestiniennes qui, depuis plus d'un siècle, se font peuple et continuent à se faire de nos jours, dans la dynamique d'une lutte dont les enjeux dépassent et de loin l'espace de la Palestine historique. Ce peuple qui a eu à assumer les tâches qui incombent historiquement à l'ensemble des masses arabes, surtout celle du Machrek arabe, s'est trouvé depuis plus d'un siècle, en butte à une emprise de colonisation de peuplement d'un type particulier l'empêchant de se structurer socialement, comme toute autre population de la région, à travers la dialectique de la lutte des classes dans un mode de production coloniale de type traditionnel.

Ce peuple a mis en échec toute la politique colonialiste de peuplement mis en œuvre depuis plus d'un siècle par l'expression sioniste de l'occident impérialiste. Le nettoyage ethnique de la terre de Palestine et de ses habitants indomptables est plus qu'un échec. Plus de la moitié du peuple palestinien vit aujourd'hui en Palestine historique. Le mouvement sioniste n'a jamais réussi et ne réussira jamais à briser la volonté inébranlable des femmes et des hommes, des jeunes et des moins jeunes Palestiniens de mener la lutte sur tous les fronts pour libérer la Palestine, toute la Palestine. C'est cette résistance historique profondément enracinée dans la mémoire collective qui sans cesse revivifie l'identité palestinienne.

Chers amis, chers camarades,

En dépit de cette agression génocidaire de grande envergure contre Gaza ces jours-ci, où aux dizaines et dizaines de milliers de martyrs et des blessés s'ajoute la terrible destruction généralisée à tout l'espace habitable de Gaza, la résistance reste inébranlable, protégée et adoptée par les masses populaires.

Gaza ne portera jamais le drapeau blanc de la capitulation... Ni les sionistes ni aucune criminelle force ne réussiront jamais à briser la volonté de la résistance à Gaza.

Nous ne devons jamais oublier que c'est des entrailles de ces camps de réfugiés à Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie et au Liban, qu'est sortie l'expression combattante historique palestiniennes : les Fedayin. Plus que jamais cette Résistance à l'agression génocidaire est verdoyante et porte la promesse des Fedayin...

Que mille initiatives solidaires fleurissent en faveur de la Palestine et de sa prometteuse résistance !

La solidarité, toute la solidarité avec les résistants dans les geôles sionistes, et dans les cellules d'isolement au Maroc, en Turquie, en Grèce et aux Philippines et ailleurs de par le monde.

La solidarité toute la solidarité avec les jeunes prolétaires des quartiers populaires !

Le capitalisme n'est plus que barbarie, honneur à tous ceux et celles qui s'opposent dans la diversité de leurs expressions !

Ensemble, amis et camarades, ce n'est qu'ensemble que nous vaincrons !

La Palestine vivra et la Palestine certainement vaincra !

A vous tous mes camarades et amis, mes plus chaleureuses salutations révolutionnaires.

Votre camarade Georges Abdallah!

Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah (CLGIA) 26 Février 2024

L'idéologie de la guerre en Ukraine et en Israël



La délégation israélienne de Benjamin Netanyahu et celle ukrainienne de Volodymyr Zelensky. Entre eux plane le souvenir de l'alliance fasciste de Vladimir Jabotinsky et de Dmytro Dontsov.



Benjamin Netanyahu et Volodymyr Zelensky



Benjamin Netanyahu et Volodymyr Zelensky se receuillant à Babi Yar où 33 000 juifs furent massacrés par les nazis et leurs collaborateurs ukrainiens. L'hypocrisie de la cérémonie se remarque : on accède au mémorial par l'avenue Stepan Bandera du nom du "Providnyk" (guide) de l'Organisation des nationalistes [intégraux] ukrainiens

Par Thierry Meyssan

Les guerres d'Ukraine et de Gaza se ressemblent plus qu'on ne le croit, tout au moins si l'on connaît leur Histoire. Celle d'Ukraine n'a pas commencée avec l'opération militaire russe, mais avec les massacres au Donbass, tandis que celle de Gaza n'a pas débuté avec l'opération déluge d'Al-Aqsa, mais 75 ans plus tôt avec la Nakhba. Sur le temps long, les responsables des deux guerres se réclament de la même idéologie.

D'une manière générale, toute guerre définit qui « nous » sommes et qui « ils » sont. « Nous » sommes le Bien, tandis qu'« Ils » sont le Mal.

Les dirigeants occidentaux, tout en déclarant que la guerre en elle-même est mauvaise, affirment qu'elle est aujourd'hui indispensable face aux agressions de la Russie et du Hamas. Selon eux, la Russie, ou plutôt son président Vladimir Poutine, rêve de s'emparer de nos biens et de détruire notre système politique. Après avoir envahi l'Ukraine, il envahira la Moldavie et les pays baltes, puis continuera vers l'Ouest. Le Hamas, quant à lui, est une secte emplie de haine qui commence en violant et en décapitant les juifs par antisémitisme et continuera en envahissant l'Occident au nom de sa religion.

Il est à noter qu'Israël et les États-Unis ont été fondés par leurs armées, la Haganah et l'Armée continentale. Aujourd'hui, la grande majorité de leurs dirigeants politiques ont conduit leur carrière dans les armées ou dans les services secrets. Mais ils ne sont pas les seuls puisque Xi Jinping est un militaire et que Vladimir Poutine est un ancien des services secrets soviétiques (KGB).

On se demande ce qui nourrit les phantasmes de l'Occident politique et comment ils empêchent de saisir la réalité. La Russie n'a pas plus envahi l'Ukraine que la France n'a envahi le Rwanda. Moscou et Paris ont interrompu le massacre des Ukrainiens du Donbass et des Rwandais tutsis. Tous deux ont été animés par leur « responsabilité de protéger » et ont mis en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité. Les Palestiniens ne violent et ne décapitent personne par plaisir, même si certains d'entre eux appartiennent à une société secrète qui le fait. Ils ne luttent pas contre les juifs par antisémitisme, sauf la branche historique du Hamas, mais contre le système d'apartheid dont ils sont victimes.

Peut-être la cécité collective a-t-elle pour première fonction d'effacer nos crimes antérieurs : ce sont les « démocraties » des États-Unis et de membres de l'Union européenne qui ont organisé le renversement du président élu ukrainien, Viktor Ianoukovytch, en 2014. Ce sont l'Allemagne et la France qui ont signé les Accords de Minsk pour garantir la paix aux Ukrainiens du Donbass (2015), mais n'ont jamais eu l'intention de les appliquer et, selon les aveux de la chancelière Angela Merkel et du président François Hollande, les ont utilisés pour armer l'Ukraine contre la Russie. Cette violation de notre parole et de notre signature constitue, selon le Tribunal de Nuremberg, le plus grave de tous les crimes, celui « contre la paix ».

De même c'est la « plus grande démocratie du Moyen-Orient », Israël, qui a volé, mètre après mètre, par occupation et grignotage, la majeure partie des Territoires palestiniens fixés par la résolution 181 du Conseil de sécurité (1947).

À moins que ce ne soit l'inverse : notre cécité collective a peut-être comme fonction de nous permettre de perpétrer nos prochains crimes. Dans ce cas, nous ne devons pas nous étonner de chercher à briser l'économie russe et, en définitive, à renvoyer la Russie à l'âge de la pierre. Pas plus que nous devons nous étonner des discours appelant au nettoyage ethnique de la Palestine géographique et, en définitive, à l'expulsion d'un million de Palestiniens.

Ces conflits ne visent pas à s'accaparer des ressources, mais des territoires. Les nationalistes intégraux ukrainiens de Dmytro Dontsov n'ont cessé de revendiquer, depuis 1917, la souveraineté sur la Novorossia anarchiste de Nestor Makhno et le Donbass et la Crimée bolchéviques. Bien sûr ces territoires ont été fondus dans l'Ukraine soviétique par l'Ukrainien Nikita Khrouchtchev, mais Kiev ne peut pas invoquer l'Histoire récente pour se les approprier. Identiquement, les sionistes révisionnistes de Vladimir Ze'ev Jabotinsky revendiquent depuis 1920 la souveraineté sur l'ensemble de la Palestine, et à terme sur le Sinaï égyptien, le Liban, la Jordanie et la Syrie, bref tous les territoires allant du « Nil à l'Euphrate ». Bien sûr l'antique royaume de Jérusalem était constitué de la ville et de sa banlieue, mais cela ne leur permet pas d'évoquer l'Histoire pour toutes ces conquêtes.

On dit souvent que la pyramide des âges détermine l'agressivité des États. Ceux, ayant une majorité de jeunes gens entre 15 et 30 ans, seraient par nature tournés vers la guerre. Or, ce n'est ni le cas de l'Ukraine, ni celui d'Israël. Plus encore, c'est la Palestine et non pas Israël que la pyramide des âges pourrait pousser à la guerre.

Probablement la question idéologique est-elle la plus importante. Dmytro Dontsov et son homme de main Stepan Bandera ont magnifié les combattants ukrainiens, héritiers des Vikings suédois, les Varègues, qui doivent massacrer les « Moscovites » pour pouvoir festoyer au Valhalla. Aujourd'hui, c'est le « Führer blanc », Andriy Biletsky, qui a commandé les troupes de la Division Azov à Marioupol, de la 3e brigade d'assaut à Bakhmut/Artiomovsk et dernièrement à Avdeïevka/Avdïïvka. Identiquement, Benjamin Netanyahu, fils du secrétaire particulier de Vladimir Jabotinsky, n'a pas hésité à comparer les Palestiniens aux antiques Amalécites. Sous-entendu, il faut les exterminer tous comme le commande Yahvé, faute de quoi leur race ressurgira contre les Hébreux. De même les FDI ont-elles détruit systématiquement toutes les universités et écoles de la Bande de Gaza et massacré 30 000 civils en prétendant lutter contre le Hamas.

Dmytro Dontsov a fait alliance avec Adolf Hitler, dès 1923 c'est-à-dire avant qu'il ne parvienne au pouvoir, puis est devenu l'un des administrateurs de l'institut Reinhard Heydrich chargé de l'exécution de la solution finale des questions juives et tsiganes. Vladimir Jabotinsky, qui avait fait alliance avec Dontsov, en 1922, a fondé l'école des cadres du Betar à Civitavecchi (Italie) avec l'aide du Duce Benito Mussolini, en 1935. Il n'a pas eu la possibilité de jouer un grand rôle durant la Seconde Guerre mondiale puisqu'il est mort en août 1940. Il n'y a aucun doute possible sur l'adhésion des nationalistes intégraux ukrainiens au nazisme et des sionistes révisionnistes au fascisme.

Au demeurant, nous retrouvons la logique territoriale des régimes fascistes et nazis dans le discours actuel du président ukrainien, Volodymyr Zelensky et dans celui du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. Tandis que les présidents russe et palestinien, Vladimir Poutine et Mahmoud Abbas, ne cessent d'affirmer défendre leurs peuples.

Réseau Voltaire | Paris (France) | 2 mars 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après délibération au vœu de la loi, le représentant du Ministère Public entendu déclare l'action juste et fondée; Octroie défaut contre Monsieur Louis Derilas dit Derilas Tirat Jacques; déclare qu'il n'y a pas lieu d'octroyer défaut contre madame Vilaine Emile; Reconnaît que Louis Derilas dit Derilas Tirat Jacques et madame Louis Derilas dit Derilas Tirat Jacques née Annette Jean Jacques sont propriétaires de la propriété réputée acquêt de la communauté: mesurant quarante-huit mètres soixante (48,60 m) dépendant de l'habitation Bauvais section grand fond ; bornée au nord et à l'est par l'acquéreur ; au sud et à l'ouest par le reste ; Rejette les demandes d'exécution provisoire sans caution et de déguerpissement contre madame Vilaine Emil ; déboute la requérante des autres demandes accessoires ; commet monsieur Maxime Candio huissier immatriculé au greffe du Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince pour la signification dudit jugement ;
Rendu de nous, Maudelaire Barthelus, juge en audience civile, publique et ordinaire du jeudi vingt-deux novembre deux mille douze, an 208 eme de l'indépendance, en présence de James Pierre, Substitut-Commissaire du Gouvernement près de ce ressort, avec l'assistance de Pierre Oussenel Beauport, greffier.
Il est ordonné à tous huissier sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution ; aux officiers du Ministère public près le Tribunal de Première Instance d'y tenir la main ; à tous les agents et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte, lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier.
Ainsi signé : Maudelaire Barthelus, juge, et Pierre Oussel Beauport, greffier en siège.
Pour expédition
Et certifiée conforme à la minute.-

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions du Ministère Public, le tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, accueille l'action de la demanderesse pour être juste et fondée; maintient le défaut requis et octroyé à la barre contre le défendeur; Admet le divorce de la dame Sandrina GUE née Sandrina SANTINE d'avec son époux Andrice GUE; Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'époux, aux termes de l'article 217 du code civil haïtien ; Ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la Croix-des-Missions de transcrire dans les registres à ce destinés le dispositif dudit jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommages et intérêts envers les tiers s'il y échet; Ordonne aussi à la dame Sandrina GUE née Sandrina SANTINE de reprendre son nom de jeune fille; Commet Arince LAGUERRE, huissier de ce siège pour la signification de la présente décision; Compense les dépens en raison de la qualité des parties

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions du Ministère Public, le tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi; Accueille l'action de la demanderesse pour être juste et fondée; maintient le défaut requis et octroyé à la barre contre le défendeur; Admet le divorce de la dame Jonial BRUNY née Jacqueline PAULEMA d'avec son époux Jonial BRUNY; Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'époux, aux termes de l'article 217 du code civil haïtien; Ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la Croix-des-Missions de transcrire dans les registres à ce destinés le dispositif dudit jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine des dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet; Ordonne aussi à la dame Jonial BRUNY née Jacqueline PAULEMA de reprendre son nom de jeune fille; Commet Arince LAGUERRE, huissier de ce siège pour la signification de la présente décision; Compense les dépens en raison de la qualité des parties.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public; Maintient le défaut octroyé contre Venia BRISMA à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action; Admet en conséquence le divorce de Peterson THEODORE, d'avec son épouse Venia BRISMA, pour injures graves et publiques. Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état Civil de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du jugement dont un extrait sera publié dans l'un des journaux s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet, compense les dépens-
Ainsi jugé et prononcé par nous: Jean Emmanuel ZEPHIR, Doyen en audience civile, ordinaire et publique en date du douze Juin deux mille dix-huit, en présence de Vanna MANE, Substitut-Commissaire avec l'assistance du Greffier Me. Jean Claude NOVEMBRE
IL EST ORDONNE....ETC...
EN FOI DE QUOI....ETC.....

PAR CES MOTIFS

Après examen et sur les conclusions conformes du Ministère public, le Tribunal au vœu de la loi, maintient le défaut requis et octroyé à l'audience contre la défenderesse pour faute de comparaître; pour le profit, accueille l'action du demandeur, le sieur Jean Mitho TOUSSAINT vu que cette demande est juste et fondée ; admet le divorce des époux Jean Mitho TOUSSAINT, la femme née Rodeline DELA CRUZ pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'épouse ; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existés entre eux; Ordonne à l'officier de l'état civil compétent de transcrire sur le registre à ce destiné le dispositif du présent jugement; dit qu'un extrait sera publié dans les colonnes d'un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y echet; commet le sieur Jean Fruisner MONICE, huissier de notre Tribunal pour la signification du présent jugement ; compense les dépens, vu la qualité des parties.
Rendu par nous, Fritzner DUCLAIR, Doyen du Tribunal de Première Instance de Petit-Goâve en audience publique civile de divorce ce jourd'hui dix-sept juillet deux mille vingt-trois (17 juillet 2023), en présence de Me Jean Fritz Patterson DORVAL, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, assisté du sieur Christophe BONBON, Greffier du siège.-
Il ordonné......
En foi de quoi......

PAR CES MOTIFS

Après examen et sur les conclusions conformes du Ministère public, le Tribunal au vœu de la loi, maintient le défaut requis et octroyé à l'audience contre la défenderesse pour faute de comparaître; pour le profit, accueille l'action du demandeur, le sieur Jonald MILLIAS vu que cette demande est juste et fondée ; admet le divorce des époux Jonald MILLIAS, la femme née Manoucheca FRANÇOIS pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'épouse ; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existés entre eux; Ordonne à l'officier de l'état civil compétent de transcrire sur le registre à ce destiné le dispositif du présent jugement; dit qu'un extrait sera publié dans les colonnes d'un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet; commet le sieur Jean Fruisner MONICE, huissier de notre Tribunal pour la signification du présent jugement ; compense les dépens, vu la qualité des parties.
Rendu par nous, Fritzner DUCLAIR, Doyen du Tribunal de Première Instance de Petit-Goâve en audience publique civile de divorce ce jourd'hui dix-sept juillet deux mille vingt-trois (17 juillet 2023), en présence de Me Jean Fritz Patterson DORVAL, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, assisté du sieur Christophe BONBON, Greffier du siège.-
Il ordonné......
En foi de quoi......

Les grandes puissances contre le droit international : rompre le cycle de l'impunité

Par Lama El Horr

Depuis la création des Nations unies après la Seconde Guerre mondiale, la subordination du droit international aux intérêts de l'Occident collectif dirigé par les États-Unis a amplement démontré l'incapacité de ce mécanisme à régler les différends entre les États, à garantir le développement mondial et à préserver la paix dans le monde.

L'Algérie et le Vietnam auraient-ils gagné leur indépendance, ou l'Afrique du Sud aurait-elle aboli le régime de l'apartheid sans lutte armée ? Les États-Unis auraient-ils largué deux bombes atomiques sur le Japon (entre la signature et l'adoption de la Charte des Nations Unies, d'ailleurs) sans l'assurance de ne jamais avoir de comptes à rendre ? Taipei, Séoul, Tokyo et Manille seraient-ils engagés dans une course aux armements en mer de Chine méridionale si Washington avait honoré ses engagements écrits avec Pékin et l'esprit de la Charte des Nations Unies ? Les États-Unis pousseraient-ils aujourd'hui au nettoyage ethnique dans les territoires palestiniens et dans l'est du Congo, fournissant des armes mortelles à Israël dans un cas et aux milices rwandaises dans l'autre, si Washington avait été contraint de placer le droit international au-dessus de sa cupidité géopolitique et de ses ambitions hégémoniques ?

Les récentes déclarations de Hasan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah libanais, ne laissent planer aucun doute : *« Ce qui s'est passé à Gaza a montré que la communauté internationale et le droit international ne peuvent pas protéger les populations. Ils ne peuvent protéger personne. C'est votre force et vos missiles qui vous protègent ».*

Les États-Unis restent indifférents aux appels mondiaux en faveur d'une réforme de l'ONU

Depuis des années, les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sont à la merci des intérêts géopolitiques et des ambitions hégémoniques des États-Unis. À tel point que le droit de veto est considéré comme un feu vert permettant à Washington et à ses États satellites de se placer au-dessus de la loi, tout en privant les autres États de leurs droits fondamentaux, censés être garantis par la Charte des Nations unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme. C'est pourquoi la majorité des dirigeants du Sud ont constamment appelé à une réforme du Conseil de sécurité des Nations unies.

Pourtant, malgré les protestations de la communauté internationale, Washington s'est efforcé de maintenir le statu quo aux Nations unies, car cela lui a permis tacitement de légitimer le recours à la loi du plus fort - ce que l'on appelle son "ordre fondé sur des règles". Toutefois, ces dernières années, face à la montée en puissance des économies émergentes, les États-Unis semblent avoir compris que la transition globale vers une nouvelle architecture mondiale ne peut être stoppée. Pour tenter de ralentir néanmoins cette dynamique de changement, qu'ils perçoivent comme défavorable à leurs ambitions hégémoniques, les États-Unis sont désormais ouvertement favorables à la destruction des Nations unies plutôt qu'à leur réforme.

En effet, pour assurer la prévalence de son "ordre fondé sur des règles", ou loi de la jungle, l'administration Biden a choisi de discréditer le travail des organes de l'ONU, à travers des campagnes médiatiques mondiales accusatrices (des mesures similaires ont été prises par l'administration Trump, qui s'est retirée du Conseil des droits de l'homme de l'ONU en 2018). L'exemple le plus récent de l'assaut américain contre l'ONU est la décision de suspendre le financement de l'UNRWA. Cette décision a été prise au milieu de l'assaut israélien sanglant sur Gaza, et du nettoyage ethnique méticuleusement organisé de la population palestinienne, avec des déplacements de population sans fin et l'intention délibérée d'affamer et de déshumaniser les Palestiniens. Sans parler des massacres de la population civile et de la propagation des maladies de l'âge des ténèbres. En d'autres termes, les Palestiniens paient de leur chair le projet cynique des États-Unis d'étendre encore le territoire israélien - en violation du droit international - et d'accroître ainsi l'influence de Washington au Moyen-Orient.



Ce qui s'est passé à Gaza a montré que la communauté internationale et le droit international ne peuvent pas protéger les populations. Ils ne peuvent protéger personne. C'est votre force et vos missiles qui vous protègent

La conduite de Washington comporte un risque majeur pour la survie de l'humanité

Dans ce contexte, quelle alternative au droit international pour les nations et les peuples qui se voient refuser l'autodétermination et la souveraineté, qui sont victimes du pillage de leurs ressources et de la violation de leur droit à la liberté, de leur droit à la sécurité, de leur droit au développement, de leur droit à la vie ?

Certes, le droit international tire son autorité des accords entre États, aussi anciens soient-ils, et, à ce titre, il continue d'être invoqué par les dirigeants du monde comme le seul moyen civilisé de régler les différends et d'éviter le sort funeste réservé aux faibles - un sort qui a pris des proportions horribles pour les Palestiniens. En tout état de cause, le droit international reflète un consensus mondial sur la nécessité de suivre des règles communes et de se protéger contre la loi de la jungle prônée par l'administration américaine, qui met en péril la survie même de l'humanité.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les quatre initiatives mondiales de la Chine visant à construire une nouvelle architecture mondiale, en particulier l'Initiative de sécurité globale (qui semble se concentrer sur des aspects fondamentaux du droit international qui sont méprisés par l'Occident dirigé par les États-Unis). De même, la décision unilatérale de la Russie de freiner l'expansion continue de l'OTAN à ses frontières, l'attaque du Hamas le 7 octobre, qui a rappelé au monde l'abomination de 75 ans d'occupation (le temps continuera à démontrer les nombreux mensonges qui ont été associés à cette attaque afin de légitimer le nettoyage ethnique de Gaza), mais aussi l'expansion de l'OCS et des BRICS : tous ces événements découlent de l'échec retentissant de l'ordre international dirigé par les États-Unis.

Jusqu'à présent, Washington ne paraît pas prêt à participer à la conception d'une nouvelle architecture internationale, ni à obéir aux règles, anciennes ou nouvelles. À cet égard, une campagne est en cours sur les réseaux sociaux, appelant à l'expulsion des États-Unis du Conseil de sécurité de l'ONU. En tout état de cause, les pays du Sud ont la responsabilité de se soutenir mutuellement pour contrecarrer la violence anarchique des puissances hégémoniques. En effet, les crises mondiales ont atteint un point critique où il n'y a pas d'autre choix que de réinventer un ordre international qui respecte la vie et la dignité humaines.

Car les pays du Sud, qui représentent près des trois quarts de la population mondiale, ne se résoudront pas à disparaître, à renoncer à leur droit à la vie, pour permettre aux institutions financières et au complexe militaro-industriel américains de satisfaire leur insatiable cupidité.

***Lama El-Horr** est franco-libanaise, diplômée de London School of Economics and Political Science (LSE) et de l'université de Paris-Sorbonne, analyste politique, journaliste, conférencière, spécialiste des relations internationales – Chine, Europe, Moyen-Orient, Amérique latine.

China beyond the wall
20 Février 2024
Traduction Bernard Tornare
28 Février 2024

Suite de la page (5)

doit démissionner pour éviter un bain de sang et une nouvelle occupation étrangère. Sinon, les forces populaires le contraindront de partir.

La réalisation effective de ces versets est tout à fait possible, mais les partisans de la résistance ne peuvent pas prendre ces versets pour des paroles d'Évangile et doivent être « veillatifs » pour s'assurer qu'elles sont accompagnées d'actions appropriées et que les promesses seront tenues. Aucun progrès n'est possible dans une société gang-grenée avec des gens qui gagnent leur vie par le kidnapping pour obtenir des rançons et les enlèvements pour des trafics d'organes, notamment à Cité Soleil et Canaan. En effet, l'étude réalisée par Initiative Globale contre le Crime Organisé Transnational en février 2024 révèle des cas *« de cadavres dépourvus d'organes vitaux et laissés dans les rues – à la fois à Port-au-Prince et dans les zones rurales où des gangs ont attaqué et kidnappé des personnes. Enfin, des sources locales au sein des hôpitaux ont confirmé certains cas de ce type, ajoutant que certains gangs exploitent désormais également leurs propres cliniques, non seulement pour soigner leurs soldats, mais aussi pour prélever des organes sur les personnes enlevées » [*6].

Dans une société organisée sur de nouvelles bases, la réinsertion de jeunes bandits dans des emplois où ils gagnent par mois une fraction de leurs rapines d'un jour est une tâche herculéenne. La consultation réelle du peuple à toutes ces étapes est sinon indispensable, du moins nécessaire. Autrement, s'il ne se sent pas impliqué dans les prises de décisions, il partira dans les mornes et refusera de s'engager et de travailler sur les plantations, comme il l'a fait après l'indépendance en 1804. Il faut donc que le rapport de forces change et qu'en éliminant la corruption, la société accorde une plus grande partie du revenu national aux masses urbaines et rurales.



10 contre 1 - L'économie de l'attention

Erno Renoncourt écrit que Leslie Péan présente « *un certain pragmatisme circonstancié de 10 contre 1, qu'il propose d'atteindre prioritairement, au mépris de toute stratégie, pour chasser l'illégitime gouvernement d'Ariel Henry* ». Ceci est absolument faux, ce n'est pas mon propos. Ce n'est pas honnête de couper une phrase et de ne retenir que sa seconde partie. J'ai dit et répété que « *si sur le plan stratégique on lutte 1 contre 10, sur le plan tactique il faut lutter 10 contre 1* ». Au cours de l'entrevue que j'ai accordée à Gotson Pierre de Tichèzba sur AlterRadio le 10 février 2024, je dis clairement, entre la 17e et la 26e minute, qu'il faut lutter pour se défaire d'Ariel Henry « *en tant que symbole* ». De même, dans la plage comprise entre les 23 minutes 40 secondes et les 26 minutes 14, j'ai martelé que « *si sur le plan stratégique on lutte 1 contre 10, sur le plan tactique il faut lutter 10 contre 1* ». On peut écouter ces déclarations à tout moment en podcast pour se rendre compte qu'Erno Renoncourt fait lui-même montre d'une grande indigence, s'est trompé magistralement ou veut tromper les autres. À quelles fins ? Le lettré qui vit de ce genre d'indigence fait la pire des choses, car c'est l'économie de l'attention qui doit dominer. Principe élémentaire quand on prétend lutter pour la justice sociale.

La tactique de lutter 10 contre 1 est une vieille recette. Depuis plus de 2 500 ans, l'humanité évolue avec les guerres. Quelques exemples. Depuis celle du Péloponnèse entre Athènes et Sparte que cette dernière a gagnée grâce à l'aide reçue des Perses. Des penseurs et auteurs tels que Socrate, Platon et Thucydide font état de ce conflit armé dans leurs analyses. Stratèges et penseurs déterminent comment établir un plan de bataille, électriser les troupes et recueillir des appuis extérieurs. Après le siècle des Lumières, le peuple français monte à l'assaut de La Bastille le 14 juillet 1789 et décapite le roi Louis XVI le 21 janvier 1793. À Saint-Domingue, le jacobin Sonthonax distribue 30 000 fusils neufs aux anciens esclaves en leur déclarant : *« celui qui voudra vous l'enlever voudra vous reconduire en esclavage »*. Ces fusils aideront Toussaint Louverture à constituer l'armée de libération à partir de 1796.

Cette distribution massive et le désarmement des cultivateurs constituent l'essence même de la mission du général Leclerc à Saint-Domingue en 1802. Mais c'était trop tard. La guerre de libération devait donner naissance à la première république noire indépendante le 1er janvier 1804. Aux États-Unis d'Amérique, il a fallu la guerre de Sécession pour obtenir l'abolition de l'esclavage des Noirs en 1865. Pour réaliser le changement, il faut absolument comprendre les mots de Clausewitz, *« la guerre, c'est la politique par d'autres moyens »*, ainsi que ceux de Mao *« La politique est une guerre sans effusion de sang et la guerre une politique avec effusion de sang »*.

C'est justement ce que le philosophe Michel Foucault dit à sa manière en écrivant : « *Il se peut que la guerre comme stratégie soit la continuation de la politique. Mais il ne faut pas oublier que « la politique » a été conçue comme la continuation sinon exactement et directement de la guerre, du moins du modèle militaire comme moyen fondamental pour prévenir le trouble civil* » [7]. Puisse la BSAP se maintenir à la hauteur de la tâche pour constituer le bras armé qui manque aux luttes populaires pacifiques.

S'attaquer à tout le monde tout le temps comme le fait Erno Renoncourt aurait, en d'autres temps, provoqué le sourire et amusé la galerie. Mais l'heure est beaucoup trop grave aujourd'hui pour cela. Ce commentateur semble ignorer qu'il existe en politique des agents provocateurs payés pour faire ce genre de boulot destructeur. Il importe d'applaudir toute approche critique qui va au cœur du problème réel : la futilité dominante et l'absurdité régnante. Mais pas de la manière dont procède Erno Renoncourt. *Pa fè moun di sa yo pa di.* Surtout quand on se présente en grand censeur devant l'Éternel, en idéologue possédant tous les savoirs. Cela revient à foncer comme un kamikaze vers son propre suicide. Ce ne serait pas rendre service à Erno Renoncourt que de le laisser glisser sur cette pente dangereuse qui annule tous les développements ultérieurs de son texte. On n'y peut rien s'il veut se faire hara-kiri, mais il ne faut pas le laisser tuer les autres sur son passage.

La méthode de falsification des dires et écrits ne peut pas donner de bons résultats pour différentes raisons. Se présenter comme seul détenteur de la vérité n'est pas une bonne pédagogie et ne peut qu'irriter celles et ceux dont vous voulez changer les comportements. Il y a un côté drôlement jouissif dans les critiques malhonnêtes qui souvent conduisent les autres à se poser des questions sur votre propre lucidité.

Contre les grains de sable dans l'engrenage

Erno Renoncourt ne voudrait sans doute pas être perçu comme un emmerdeur professionnel. Ainsi, il lui faut avoir un peu de modestie, apprendre à mieux concentrer son attention et éviter de se laisser aller dans des diatribes à l'infini. Il gagnerait à lire le texte de Mediapart intitulé « Quand la CIA s'attelait à démanteler la gauche intellectuelle française ». Le texte commence ainsi : *« Dans un rapport écrit en 1985 et qui vient d'être rendu public, on découvre que la CIA a suivi de près la vie intellectuelle française. Un Sartre sous surveillance, des « nouveaux philosophes » appréciés, Foucault et Derrida analysés… Des agents secrets se sont ainsi plongés dans l'étude de la French Theory. Objectif : aider aux fractures de la gauche intellectuelle et alimenter la guerre culturelle mondiale… »* .

Une seconde référence sur le même thème est celle de Violaine Morin intitulée *« Quand la CIA s'intéressait de près à Foucault, Derrida et Althusser »* publiée dans le journal Le Monde sur l'utilisation des penseurs hors normes par la CIA pour semer la zizanie dans la gauche française. Elle écrit : Ce document, livré en 1985 par les agents américains basés à Paris, montre un certain intérêt pour les grandes figures

suite à la page(18)

car il s'agit d'une décision rendue par un tribunal » instance régionale sur la détention provisoire abusive.

Quand les groupes solidaires enquêtaient sur le RNDDH et Pierre Espérance

Plusieurs délégations de groupes de défense juridique et de solidarité haïtiennes se sont rendues en Haïti après le coup d'État de 2004 pour enquêter sur des violations présumées des droits de l'homme dans ce pays. Leurs rapports concordent avec les accusations portées par l'IJDH et le BAI concernant la collaboration de Pierre Espérance et du NCHR-Haïti avec le gouvernement putschiste pour persécuter les dirigeants et partisans de FL.

Le Centre Quichotte a envoyé une délégation en Haïti dirigée par le professeur à la retraite d'études caribéennes Tom Reeves. À son retour d'Haïti, Reeves a écrit un article expliquant les conclusions de la délégation dans lequel il décrit le NCHR-Haïti comme « complètement partisan : anti-Lavalas, anti-Aristide. Ce n'est tout simplement pas approprié pour un groupe qui se présente comme une organisation de « défense des droits d'Haïti ».

En avril 2004, la Guilde nationale des avocats a envoyé sa deuxième délégation en Haïti. L'une des huit « Déclarations et recommandations unanimes » du rapport était une condamnation sans équivoque du groupe : « Nous condamnons la Coalition nationale pour les droits des Haïtiens (NCHR) en Haïti pour ne pas avoir maintenu son impartialité en tant qu'organisation de défense des droits de l'homme. »

Le Projet d'accompagnement d'Haïti (HAP) s'est rendu en Haïti en juin 2004. Les délégués du HAP faisaient également partie du Comité d'action pour Haïti, basé en Californie.

Le rapport de la HAP note qu'en 2004, la NCHR-Haïti « a contribué à développer le soutien au coup d'État en faisant état de violations exagérées des droits de l'homme par les partisans du gouvernement élu. Dans le même temps, ils ont minimisé ou nié les violations bien plus massives du régime de facto et de ses alliés paramilitaires.»

Le rapport explique également comment le NCHR-Haïti a dénoncé les partisans du gouvernement d'Aristide. Selon la HAP, le NCHR-Haïti n'a fourni aucune preuve pour étayer les accusations portées contre les partisans de FL, entraînant « des arrestations illégales, l'incarcération et parfois la disparition des accusés ».

La délégation du HAP a rencontré un groupe local de défense des droits des victimes qui a déclaré qu'il était « *consterné que le monde extérieur considère toujours le NCHR comme une voix indépendante et crédible* ». Ils ont déclaré aux délégués que « *le NCHR travaillait désormais main dans la main avec le ministre de la Justice après le coup d'État pour procéder à des arrestations et à des détentions illégales* ».

La délégation du HAP a conclu sans ambages qu'« ils ne sont pas [un] groupe indépendant de défense des droits de l'homme ».

Les ONG et syndicats canadiens ont repris la propagande du RNDDH financée par le gouvernement canadien

Malgré les efforts des groupes de solidarité et de défense des droits d'Haïti, la campagne de propagande financée par le Canada et les États-Unis visant à présenter le gouvernement populaire et démocratiquement élu d'Aristide comme tyrannique a été couronnée de succès.

Plusieurs ONG, syndicats et organisations de la société civile canadiennes sont devenus résolument anti-Lavalas à la suite de cette propagande.

Dans un article de 2005, Yves Engler souligne que « plusieurs syndicats québécois qui ont reçu des centaines de milliers de dollars de l'ACDI pour travailler en Haïti par l'intermédiaire du Centre International de Solidarité Ouvrière (CISO) ont adopté des résolutions condamnant les prétendues activités antisyndicales d'Aristide ». Engler a expliqué que les fédérations syndicales FTQ et CSQ ainsi qu'une demi-douzaine d'ONG, faisant partie d'un groupe informel connu sous le nom de Concertation Pour Haïti (CPH), « ont qualifié Aristide de « tyran » et son gouvernement de « dictature » avant le coup d'État de 2004.

Le gouvernement canadien a également financé des médias anti-Lavalas comme Alterpresse qui ont répété à plusieurs reprises la propagande du NCHR-Haïti/RNDDH.

Dans son rapport sur La Scierie, Skeritt a expliqué qu'au cours des mois qui ont précédé le coup d'État de 2004, l'Association Québécoise des Organismes de Coopération Internationale (AQOCI), un réseau de 53 groupes d'aide internationale, « a été tellement emportée dans l'hystérie anti-Aristide et anti-gouvernementale générée par des groupes tels que NCHR-Haïti » qu'ils ont publié un communiqué de presse exhortant le gouvernement canadien à retirer tout soutien au « régime du parti Lavalas » et à dénoncer le gouvernement Aristide pour ses prétendus abus des droits de l'homme.

Le rapport de Skeritt affirme que Droits et Démocratie (R&D), une organisation financée par le gouvernement fédéral, « a accepté sans réserve les allégations du NCHR-Haïti ».

Dans un article de 2014, Yves Engler expliquait qu'« en octobre 2005, R&D a lancé un projet de 415 000 $ financé par l'ACDI pour « favoriser une plus grande participation de la société civile au processus politique national d'Haïti ».

La coordinatrice du projet et future directrice du bureau R&D d'Haïti était Danielle Magloire. Magloire était membre du « Conseil des Sages » aux côtés de six autres personnalités de l'élite haïtienne, dont le Dr Ariel Henry, l'actuel dictateur d'Haïti soutenu par Washington et le Canada.

Henry a été choisi pour diriger Haïti par le gouvernement américain et le CORE Group via un tweet contenant une courte déclaration de soutien. Le CORE Group composé de représentants des Nations Unies, du Brésil, du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne, de l'Union européenne, des États-Unis et de l'Organisation des États américains.

Le Conseil des Sages a nommé Gérard Latortue au poste de Premier ministre par intérim après que le coup d'État ait renversé le président démocratiquement élu, Aristide.

Selon Engler, « à la mi-juillet 2005, Magloire a publié une déclaration au nom du « Conseil des sages » disant que tout média qui donne la parole aux « bandits » (code pour les partisans de Lavalas) devrait être fermé. Elle a également affirmé que Lavalas devrait être exclu des prochaines élections ».

La montée en puissance de Magloire est due au financement du gouvernement canadien. Dans leur livre Le Canada en Haïti, les auteurs Yves Engler and Anthony Fenton ont souligné que l'ascension de Magloire au Conseil des Sages « *est venue en grande partie de ses positions à l'ENFOFANM et au CONAP* ». Les auteurs affirment que ces « organisations féministes financées par l'ACDI n'auraient pas acquis une certaine notoriété sans le financement international ».

Plus récemment, Magloire est créditée en tant qu'éditeur d'une publication de l'ASFC du 2 mars 2018 intitulée « Mémoire portant sur la lutte contre l'impunité en Haïti » dans le cadre du projet AJULIH.

Magloire est également vice-présidente du conseil d'administration de FOKAL, un autre partenaire d'ASFC en Haïti. FOKAL a été fondée par George Soros et l'Open Society Foundation. Selon Kim Ives, FOKAL « a joué un rôle modeste mais visible fin 2003 et début 2004 » en qualifiant le gouvernement élu d'Aristide d'« hostile » aux droits de l'homme. À l'époque, FOKAL recevait 4 millions de dollars américains chaque année de la Open Society Foundation.

Nouvelles accusations de corruption contre le directeur du RNDDH Pierre Espérance

Il est clair que Pierre Espérance et le RNDDH sont prêts à accepter des financements de gouvernements étrangers afin de persécuter leurs rivaux politiques en Haïti. Au moment du coup d'État de 2004, la cible était le parti politique Fanmi Lavalas et son chef Jean-Bertrand Aristide – très populaire parmi les Haïtiens en général et opposé aux politiques néolibérales que Washington et le Canada voulaient imposer à Haïti.



Sherlson Sanon juste après sa libération

Comme l'a soutenu le militant et écrivain haïtien André Charlier, « le RNDDH est une organisation politique qui se cache derrière la façade d'une organisation de défense des droits de l'homme ». Une façade entretenue grâce au financement du NED, de l'Open Society Foundation et du gouvernement canadien.

Au cours de la période 2009-2010, Washington a commencé à abandonner son soutien au secteur de la bourgeoisie et de l'élite économique qui avait facilité le coup d'État de 2004, au profit des néo-duvaliéristes qui s'étaient récemment regroupés sous la bannière du «Parti haitien Tèt Kale », le PHTK, dirigé par Michel Martelly.

Martelly a immédiatement pris pour cible les groupes de défense des droits humains en Haïti. Le PHTK ne tolérait pas les critiques. Le PHTK n'a fait aucune discrimination entre les médias soutenus par l'Occident comme le RNDDH ou les organisations légitimes de défense des droits de l'homme et du droit comme le BAI. Les défenseurs des droits humains critiques à l'égard du gouvernement ont commencé à recevoir des menaces de mort, des actes de harcèlement et d'intimidation, notamment des menaces d'arrestation sur ordre ministériel.

Cela a provoqué un réalignement du secteur des droits de l'homme en Haïti, qui sera exploré dans un prochain article. Bref, ils étaient tous devenus des opposants au gouvernement PHTK.

Bien qu'elle ait été la cible du régime soutenu par les États-Unis et qu'elle ait trouvé le soutien d'anciens opposants dans le secteur des droits humains, l'Espérance a continué à utiliser le RNDDH comme plate-forme pour persécuter ses opposants politiques.

Après avoir passé près de dix ans en détention illégale dans une cellule de prison, principalement au Pénitencier National, Sherlson Sanon s'est exprimé devant les médias le 2 février 2023, décrivant comment Pierre Espérance et le RNDDH l'ont manipulé pour piéger les opposants politiques.

Lorsque Sanon a été arrêté pour la première fois en 2013, il était actif au sein du parti Platfòm Pitit Desalin de Moise Jean-Charles. Sanon a été arrêté pour avoir distribué des tracts en faveur du parti dans un quartier où le sénateur du PHTK Joseph Lambert avait remporté les élections précédentes.

Pierre Espérance est apparu peu après, apparemment pour sauver Sanon d'une quelconque machination d'assassinat.

Sanon affirme qu'Espérance lui a proposé une représentation juridique. On lui a remis une série de documents à signer. Pensant qu'il s'agissait de documents de voyage destinés à l'aider à fuir les persécutions, il a signé sans les lire. À l'insu de Sanon, il signait en réalité des aveux fabriqués de toutes pièces et rédigés par le RNDDH.

Ces faux aveux comprenaient des allégations impliquant deux de ses ennemis politiques – les sénateurs du PHTK Joseph Lambert et Edwin Zenny – de collaboration avec un gang local. Lambert et Zenny étaient tous deux fidèles à Michel Martelly.

Sanon a ensuite été placé en « garde à vue » – une détention illégale au sein du Pénitencier National – pendant près de dix ans. Selon Sanon, il n'a été autorisé à contacter le RNDDH et l'ambassade américaine que pendant les trois premières années de son emprisonnement.

Sanon n'a jamais été jugé pour aucun crime ! Le RNDDH a publié les faux aveux de Sanon le 12 mars 2013. Ce rapport du RNDDH « révélait » que Sanon avait été embauché en 1999 par le sénateur Joseph Lambert pour devenir membre d'un puissant gang appelé « Base *Kakos* ». Selon le rapport du RNDDH, « *cette bande aurait opéré dans le Sud-Est sous la houlette des anciens sénateurs Joseph Lambert, Edo Zenny, alors commissaire du gouvernement de la Croix-des-Bouquets Leny Thelisma, et des frères Joël et Jacky Khawly, spécialisés dans le trafic de drogue, les enlèvements contre rançon et les assassinats.* »

Dans un entretien à Radio Kiskeya, Zenny a dénoncé le RNDDH et d'autres adversaires comme des « machinations politiques ». Lambert, apparemment au courant de ces faux aveux, a déclaré aux médias « qu'il [le RNDDH] a écrit le texte et l'a fait signer ».

Les accusations de corruption contre Espérance et le RNDDH émanent également d'anciens personnels.

Marie Yolène Gilles a quitté le RNDDH en 2017. Dans sa lettre de démission, Gilles affirmait que sa crédibilité serait « ternie » si elle restait au poste de directrice des programmes au RNDDH parce qu'Espérance avait violé la règle de l'organisation interdisant de prendre de l'argent à l'État.

Elle a accusé Espérance d'avoir pris 1,5 million de Gourdes (la monnaie d'Haïti) au Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement (BMPAD) du gouvernement. Lorsque Pierre Espérance a été confronté à l'accusation, il a d'abord nié avoir reçu les fonds. Gilles affirme qu'Espérance a également menti à d'autres membres du RNDDH lorsqu'on lui a demandé s'il avait accepté les fonds. Puis une photo du chèque a commencé à circuler sur les réseaux sociaux, obligeant Espérance à admettre qu'il avait pris l'argent.

Au moment du départ de Gilles, le nouveau directeur des programmes du RNDDH, Vilès Alizar, a déclaré à la presse que cet incident était l'occasion de « réaffirmer notre vision » d'organisation et a promis un « rapport détaillé » sur la manière dont les différents fonds avaient été utilisés.

Seize mois plus tard, en août 2018, Alizar quitte le RNDDH. Il a dénoncé les « mauvaises pratiques » des « dirigeants de l'organisation », affirmant que malgré les tentatives de réforme du RNDDH, il « s'est rendu compte que ces dispositions se sont révélées insuffisantes en raison de la résistance » des dirigeants qui ont « refusé d'entreprendre des réformes ». .»

L'entente entre ASFC et Affaires mondiales Canada a été officiellement signée les 28 et 29 mars 2017, soit moins d'une semaine avant le départ de Gilles du RNDDH. Cet accord de financement a lancé le programme « Accès aux services judiciaires » et une collaboration de six ans avec 25 organisations partenaires en Haïti.

Le RNDDH a continué à fonctionner comme une organisation politique de 2017 à aujourd'hui. L'aversion d'Espérance pour les mouvements populaires persiste alors qu'il continue d'utiliser le RNDDH comme plateforme d'influence politique. Les partisans de Fanmi Lavalas ont déclaré à la délégation du HAP en 2004 qu'ils étaient « *consternés que le monde extérieur considère encore le NCHR [-Haïti] comme une voix indépendante et crédible* ». Les faits montrent que les observateurs devraient être tout aussi consternés que le RNDDH continue d'être considéré comme une voix crédible et indépendante en faveur des droits de l'homme.

Dans une réponse écrite, Affaires mondiales Canada a confirmé qu'il savait qu'un financement était fourni au RNDDH par le biais du projet AJULIH de l'ASFC. Le gouvernement canadien continue de soutenir la plateforme de machinations politiques de Pierre Espérance.

Remarque : Les documents d'AIPRP référencés seront révélés dans le prochain article d'enquête de Travis Ross pour The Canada Files, à paraître demain.

Note de l'éditeur : The Canada Files est le seul média d'information au pays axé sur la politique étrangère canadienne. Nous avons réalisé des enquêtes critiques et des analyses percutantes sur la politique étrangère canadienne depuis 2019 et avons besoin de votre soutien.

***Travis Ross** est un enseignant basé à Montréal, Québec. Il est également co-éditeur du Projet d'information Canada-Haïti sur Canada-haiti.ca. Travis a écrit pour Haïti Liberté, Black Agenda Report, The Canada Files, TruthOut et rabble.ca. Il peut être contacté sur Twitter.

Un militaire s'immole par le feu devant l'ambassade israélienne à Washington !





Aaron Bushnell est resté debout pendant un temps incroyable alors qu'il brûlait





Des centaines de personnes se rassemblent devant l'ambassade d'Israël à Washington pour pleurer le pilote US Aaron Bushnell, qui s'est immolé le 26 février 2024, en signe de protestation contre la guerre d'Israël à Gaza. ©AA

Par Daniel GARCIA

Un membre en service actif de l'armée de l'air des États-Unis s'est immolé par le feu devant l'ambassade d'Israël à Washington, dimanche, en signe de protestation contre la guerre en cours en Palestine.

L'homme de 25 ans s'appelait Aaron Bushnell. Transporté à l'hôpital dans un état critique, il a succombé à ses graves blessures.

Dans la vidéo qu'il a postée sur les réseaux sociaux (Twitch), l'aviateur en uniforme déclare : « Je m'appelle Aaron Bushnell, je suis un membre en service actif de l'armée de l'air des États-Unis et je ne serai plus complice d'un génocide. »

Il a ajouté : « Je suis sur le point de m'engager dans un acte de protestation extrême, mais comparé à ce que les gens ont vécu en Palestine aux mains de leurs colonisateurs, ce n'est pas extrême du tout. C'est ce que notre classe dirigeante a décidé de considérer comme normal. »

La vidéo le montre s'approchant de l'entrée de l'ambassade d'Israël à Washington, poser son téléphone sur le sol et s'asperger d'un liquide inconnu provenant d'une bouteille en métal pour enfin l'enflammer tout en criant "Free Palestine" à plusieurs reprises.

La vidéo a été supprimée rapidement et remplacée par un message indiquant que la publication avait enfreint les directives de Twitch.

Aussi paradoxal que cela puisse paraitre, la première réaction des forces de l'ordre a été de crier à Bushnell de se coucher par terre en le pointant avec une arme. Alors qu'il s'écroule au sol en hurlant de douleur, un autre policier l'asperge avec un extincteur pour tenter de lui sauver la vie. On entend alors distinctement le second policier crier : « Je n'ai pas besoin d'armes à feu, j'ai besoin d'extincteurs ! »

Contactés par la journaliste indépendante Talia Jane, les proches de Bushnell ont donné leur accord pour que des images floutées soient publiées en ligne.

Un porte-parole de l'armée de l'air étasunienne a confirmé à CNN qu'un aviateur en service actif était impliqué dans l'incident

En décembre, un manifestant anonyme s'était déjà immolé par le feu devant le consulat d'Israël à Atlanta pour protester contre les atrocités commises en Palestine et soutenues par le gouvernement américain.

À l'époque, Anat Sultan-Dadon, consule générale d'Israël dans le sud-est des États-Unis, s'était particulièrement distinguée par ses déclarations : « Il est tragique de voir la haine et l'incitation à la haine envers Israël exprimées d'une manière aussi horrible (...) Le caractère sacré de la vie est notre valeur la plus élevée. Nos prières accompagnent l'agent de sécurité qui a été blessé alors qu'il tentait d'empêcher cet acte tragique. »

Le dernier bilan de la guerre mis en ligne le 26 février par le ministère de la Santé de Gaza annonce 30 001 morts côté palestinien. On comprend mieux le caractère sacré de la vie prôné par cette ambassadrice.

Cet acte désespéré nous rappelle les immolations pendant la guerre du Vietnam, où des individus ont utilisé ce moyen de protestation ultime contre des injustices perçues comme intolérables.

Alice Herz, une dame de 82 ans d'origine juive, s'était immolée dans le centre-ville de Détroit le 16 mars 1965. Cette militante pacifiste avait succombé à ses blessures une dizaine de jours plus tard, mais sa mort était passée presque inaperçue.

Quelques mois plus tard, Norman Morrison, un père de famille, se rendait devant le Pentagone, à Washington, et s'aspergeait de kérosène. Son immolation se voulait un coup d'éclat pour protester contre la guerre du Vietnam. Deux autres citoyens des EU l'avaient imité par la suite.

Avant d'accomplir son acte, Norman Morrison avait écrit des lettres aux journaux et participé à des manifestations contre la guerre. Selon un ami, il ne voulait pas mourir, mais ne pouvait plus vivre sachant que le gouvernement américain était insensible à la souffrance vécue au Vietnam.

Malgré une supériorité militaire écrasante, les Américains ont fini par perdre cette guerre. Pour rappel, ils ont largué quelque 7,5 millions de tonnes de bombes sur le Nord-Vietnam, le Sud-Vietnam, le Laos et le Cambodge, soit plus que ce qui a été utilisé pendant toute la Seconde Guerre mondiale par les deux camps. C'était tout simplement le plus grand nombre de bombes jamais enregistré dans un conflit armé.

À cela s'ajoutent environ 400 000 tonnes de napalm, 75 millions de litres d'agent orange et d'autres herbicides, ainsi que des centaines de millions d'obus d'artillerie.

Comment ne pas penser qu'Israël est dans la même impasse qui a mené l'armée américaine au désastre que l'on connait ? L'objectif de détruire le Hamas ne sera jamais atteint. Ce sont des spécialistes du renseignement des EU qui l'affirment : « Le Hamas a été limité par les opérations israéliennes, mais Israël ne sera pas en mesure d'atteindre, dans un avenir prévisible, son objectif d'éliminer la capacité militaire du groupe ».

Les Palestiniens ne renonceront jamais à lutter pour obtenir l'État que le droit international leur reconnait.

Le sacrifice de Aaron Bushnell aura-t-il le même retentissement que le sacrifice de Norman Morrison en 1965 ? Ayant le sentiment d'avoir tout essayé, il voulait changer le cours des choses à travers cet ultime acte désespéré.

Investig'Action
26 Février 2024

Les syndicats nigérians protestent contre l'augmentation du coût de la vie





Manifestation des travailleurs au Nigeria

Les 27 et 28 février derniers, des milliers de travailleurs et travailleuses nigérians ont manifesté dans tout le pays contre l'augmentation du coût de la vie causée par ce que les syndicats résument comme des mesures d'austérité économique anti-ouvrières, introduites par le gouvernement fédéral du Nigeria.

Les revendications comprennent l'appel des syndicats à inverser les politiques économiques néolibérales actuelles, orientées contre le peuple. Les travailleurs et travailleuses exigent des mesures urgentes pour remédier à l'insécurité alimentaire, arrêter la chute libre de la monnaie locale, le naira, reconsidérer la suppression de la subvention pour l'essence et mettre en œuvre la prime salariale de 35.000 naira (22 dollars), dont la valeur s'est dépréciée de plus de 50 % depuis la signature du protocole d'accord avec le gouvernement en octobre de l'année dernière. Les syndicats réclament également le versement des arriérés, l'accès à des salaires décents, une protection sociale pour toute la population active, la sécurité de l'emploi et la fin de l'insécurité dans le pays.

Les manifestations ont été organisées par le Congrès du travail du Nigeria (NLC) et sont soutenues par les affiliés nigérians d'IndustriALL, qui se sont joints aux actions de revendication.

Joe Ajaero, Président du NLC et Secrétaire général du Syndicat national des salariés de l'électricité (NUEE), affiliée à IndustriALL, a déclaré : « Nous disons qu'il faut que la population ait accès à la nourriture et qu'elle puisse vivre en sécurité et dans la dignité sans les politiques étouffantes du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. »

Dans l'État de Kaduna, au nord-ouest du Nigeria, John Adaji, Co-président de la région Afrique subsaharienne d'IndustriALL et Président de l'affilié d'IndustriALL, le Syndicat national des travailleurs du textile, de l'habillement et de la couture, a mené les manifestations avec le Président du NLC de l'État, Ayuba Suleiman.

John Adaji, a déclaré pour sa part : « Nous souhaitons que le gouvernement fédéral du Nigeria fasse un effort délibéré pour relancer notre industrie textile à forte intensité de main-d'œuvre et applique l'ordre exécutif 003 du gouvernement sur la promotion des biens et services produits localement. C'est l'un des moyens sûrs de sauver le naira et de protéger les emplois existants dans le secteur du textile et de la confection. »

Selon Paule France Ndessomin, Secrétaire régionale d'IndustriALL pour l'Afrique sub-saharienne : *« Nous continuerons à répercuter et à soutenir les revendications des travailleurs et travailleuses nigérians qui doivent recevoir un salaire décent qui leur permette de subvenir aux besoins de leurs familles. Un filet social est également important pour protéger les travailleurs et travailleuses contre les salaires de misère, en particulier dans les emplois précaires et informels, qui sont les plus vulnérables ».*

IndustriALL 28 février 2024

Suite de la page (15)

du structuralisme, qu'on appellerait bientôt, outre-Atlantique, la *« French theory »*. Comme le résume Gabriel Rockhill, philosophe franco-américain qui a étudié le rapport pour la Los Angeles Review of Books, *« la CIA a consacré des moyens importants à l'étude, par un groupe d'agents secrets, du corpus théorique considéré par certains comme le plus abscons et le plus alambiqué jamais produit [8] »*.

Les réactions négatives délibérées ou inconscientes de « progressistes » face au symbole Guy Philippe résument les tares et le fonctionnement psychique étudiés par le psychiatre haïtien Legrand Bijoux [9] : le complexe du Tigre, le complexe du Marsouin et le complexe de la Pintade sauvage. Les journalistes de Rezo Nòdwès résument ces complexes en des comportements consistant à mettre des « grains de sable dans l'engrenage » [10] ou encore à regarder la puce sur le dos de l'éléphant sans même voir ce dernier. Ce n'est pas un comportement particulièrement haïtien car, quand les barbus de Fidel Castro rentraient à la Havane le 8 janvier 1959, les membres de la gauche du Parti Socialiste Populaire (PSP) avaient la barbe la plus courte qu'on puisse avoir.

Au fond, la blessure est là et on ne saurait la cicatriser qu'en y ayant conscience. Le spectacle est navrant et Rezo Nòdwès constate avec désolation : « Nous parlons beaucoup plus que nous n'agissons. Nous sommes passés maîtres dans les grands discours qui n'accouchent que de piètres réalisations. Ce qu'au Québec, on qualifie de ''grands parleurs, petits faiseurs". Nous sommes premiers de classe en envolée oratoire, mais derniers de classe en résultat concret » [11]. Le temps est venu pour les mandarins de l'écriture de devenir modestes et de cesser leur hostilité aux luttes populaires. Sinon, le peuple souverain n'ira pas loin et eux pas très loin.

Après le séisme de janvier 2010, dans un article intitulé *« Le courage désespéré des banquiers »*, j'écrivais « *Les démocrates doivent tendre la main aux banquiers mais sans les laisser continuer dans la course insensée de la spéculation financière. C'est la seule manière de sortir de la grogne perpétuelle et de trouver à Haïti un répit dans le chemin des avanies qui en ont fait un désert surpeuplé [12] »*. Par ces mots, j'invitais mes compatriotes à s'armer du courage de se coller au réel pour le changer et non à rester sur la ligne de touche. Quand on regarde une réalité, on voit essentiellement ce que l'on est, et si on est partisan du changement, on décèle les possibilités qui s'y offrent pour avancer. Sinon, on trouve toutes les bonnes raisons du monde pour se morfondre et dénigrer celles et ceux qui mettent leur vie sur la table en allant à la rencontre de ce réel.

À un moment où la disparition de l'État-nation est à l'ordre du jour dans le cadre de la mondialisation sauvage, l'intelligentsia haïtienne se doit de réfléchir avec la diaspora pour penser notre insertion dans un monde en proie à une incontournable extériorisation. Caveant Consules ! à ceux qui ne veulent rien faire aujourd'hui sous prétexte de vouloir changer les structures ! Certes, elles le doivent en faisant le premier pas. « *Caminante, no hay camino, se hace camino al andar. Al andar se hace el camino* » disait le poète espagnol Antonio Machado : *« Voyageur, il n'y a pas de route déjà construite. Le voyage s'effectue en marchant et la route se construit sous vos pas. »*

Notes

[1] Citation de Sénèque dans Pascal Dupond, Épictète, Entretiens II V, 4-17, Philopsis, 20 février 2020, p. 4.

[2] Guillermo Levy y Julian Rebòn, « Entrevista a Álvaro Garcia Linera : La lucha por la igualdade tiene un alto costo social y alguien te lo va a cobrar tarde o temprano », Revista ESPOILER, Buenos Aires, 12 fevrero 2020

[3] « Scènes de cannibalisme à Mariani, Haïti s'enfonce dans

suite à la page(19)

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

ATTORNEY

DIVORCE $389 - Uncontested divorce papers prepared. Only one signature required. Poor person Application included if applicable. Separation agreements. Custody and support petitions. 518-274-0380

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 888-514-3044

HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-598-5898

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

HOME IMPROVEMENT

Do you need a Roof or Energy Efficient Windows & Help paying for it? YOU MAY QUALIFY THROUGH NEW RELIEF PROGRAMS (800) 944-9393 or visit NYProgramFunding.org to qualify. Approved applications will have the work completed by a repair crew provided by: HOMEOWNER FUNDING. Not affiliated with State or Gov Programs.

MISCELLANEOUS

DIRECTV Sports Pack – 3 Months on Us! Watch pro and college sports LIVE. Plus over 40 regional and specialty networks included. NFL, College Football, MLB, NBA, NHL, Golf and more. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

TRAVEL SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277

TV INTERNET PHONE

Get DISH Satellite TV + Internet! Free Install, Free HD-DVR Upgrade, 80,000 On-Demand Movies, Plus Limited Time Up To $600 In Gift Cards. Call Today! 1-866-782-4069.

Ils tuent Assange pour pouvoir dissimuler leurs crimes

Par Srećko Horvat

Notre lutte devrait se concentrer sur les États-Unis. Ramenons-la aux États-Unis parce que c'est là qu'elle sera décisive. Ce n'est pas au Royaume-Uni. Ni à la Cour. Mais aux États-Unis.

Le sujet de notre dernière discussion livestream ne pouvait être autre que le cas de Julian Assange, alors que le fondateur de WikiLeaks risque l'extradition vers les États-Unis pour crime de journalisme.

C'est un sujet qui tient à cœur à tous les membres de DiEM25*, et à personne plus qu'à notre cofondateur Srećko Horvat, un ami personnel d'Assange, qui a prononcé un discours passionné sur l'épreuve en cours.

Srećko Horvat sur l'affaire d'extradition d'Assange: « *Permettez-moi d'être personnel d'emblée, en ce qui est le premier jour de la procédure judiciaire au tribunal de Londres, parce que tout ce qui touche à la vie privée est politique, et que tout ce qui est politique est personnel. Et cela devient très personnel si vous avez l'intention de tuer mon ami. Et de tuer l'éditeur le plus courageux du XXIe siècle,*

« L'extradition aura des conséquences désastreuses, non seulement sur la liberté de la presse, non seulement sur les médias, non seulement sur les lanceurs d'alerte. Elle aura des conséquences désastreuses sur la démocratie ou du moins sur ce qu'il en reste sur ce continent qu'est l'Europe, mais aussi sur ce qu'il en reste aux États-Unis.

« Parce que nous devons dire clairement, et je le dis depuis des années, et DiEM25 le dit depuis des années, que Julian Assange est un prisonnier politique. Prenez Navalny et ce qui s'est passé l'autre jour. Quoi que je puisse penser ou que vous puissiez penser de Navalny, c'est un fait qu'il est mort sous le gouvernement de Poutine.

De même, si Julian Assange meurt à la prison de Belmarsh au Royaume-Uni ou à la prison d'Alexandria en Virginie, aux États-Unis, il aura été tué par Biden et par le gouvernement britannique. Et si vous pensez que cela est exagéré, il suffit de regarder la procédure judiciaire aujourd'hui et d'écouter ce que les avocats de Julian Assange et de WikiLeaks ont dit aujourd'hui.

Ils ont présenté de manière claire et convaincante, non seulement aujourd'hui, mais depuis des années déjà, des preuves que la CIA et le gouvernement américain avaient prévu d'empoisonner Julian Assange. Navalny aurait été à nouveau empoisonné pour faire un parallèle, et comme vous le savez, il s'est retrouvé quelque part dans le cercle arctique dans une colonie pénitentiaire et y est mort. La CIA a tenté d'empoisonner Julian Assange. La CIA a tenté de l'enlever. Ce projet a alors été présenté à Donald Trump, et maintenant on veut le transférer dans une autre prison pour qu'il y passe cent soixante-quinze ans, à Alexandrie, dans un centre de détention supermax, autrement dit, une condamnation à mort. Quelle est la différence ?

« Ils tuent Julian Assange parce que ce qu'ils veulent, c'est couvrir leurs crimes. Les crimes qui ont été révélés par WikiLeaks, qui ont révélé les atrocités commises par le gouvernement des États-Unis en Afghanistan et en Irak. Il a été inculpé en vertu de l'Espionage Act, et il est important de rappeler ce qu'est la loi sur l'espionnage. Imaginez que nous soyons au XXIe siècle et qu'il existe encore une loi datant de 1917, l'année de la révolution d'octobre, alors que la première guerre mondiale est toujours en cours. Et selon cette loi, ils veulent emprisonner un journaliste, un éditeur qui n'est même pas citoyen américain.

« Il est bon de rappeler, surtout aujourd'hui, qui étaient les autres personnes inculpées par la fameuse loi sur l'espionnage pour leurs activités, et tous étaient de grands partisans de la démocratie. L'un d'entre eux, Eugene Depps. Les autres : Emma Goldman, Alexander Bergman, Daniel Ellsberg, Edward Snowden. La liste des personnes sur laquelle figure Julian Assange est longue, et il peut en être fier, et nous sommes fiers qu'il fasse partie de ces personnes courageuses inculpées en vertu de la loi sur l'espionnage. De plus, Julian Assange participe à une tradition qui dure depuis plus de 2 000 ans.

« Il est en compagnie de Socrate, également empoisonné et tué pour avoir dit la vérité. Et je dois dire qu'il y a cette fameuse citation de Julian Assange selon laquelle "si les mensonges peuvent déclencher les guerres, la vérité peut générer la paix". Mais je dois dire aujourd'hui que la vérité en tant que telle ne suffit pas. Ce que nous devons faire, c'est nous mobiliser et nous organiser, et nous devons nous battre.


Le fondateur de WikiLeaks Julian Assange

« C'est pourquoi je voudrais proposer une petite anecdote en cette fin de discours. Cette anecdote provient des cendres du Troisième Reich. Un soir de 1933, un homme monte sur la scène d'un cabaret à Berlin, et lève le bras en faisant le salut nazi. Il commence par dire : "Heil, c'est quoi son nom déjà ?"

« À peine eut-il prononcé ces mots que la Gestapo s'est précipitée sur la scène, l'a fait sortir, et l'homme a passé 12 ans dans divers camps de concentration. D'une manière ou d'une autre, il a réussi à survivre. Et après 12 ans de camps de concentration, il est rentré. La première chose qu'il a faite est de monter sur la scène du même cabaret à Berlin – le public est perplexe quant à ce qui se passe en raison du processus débutant de dénazification – et vous savez ce qu'il dit ? Il dit : "Quoi qu'il en soit, permettez-moi de poursuivre là où j'ai été brutalement interrompu".

« Et je pense que c'est une leçon pour notre lutte. Julian Assange est, d'une manière ou d'une autre, en cage depuis déjà 15 ans. Il n'a pas vu le soleil pendant plus d'une décennie – cela pourrait encore durer des années, mais soyons comme cet homme qui combattait les nazis et se moquait d'eux.

« Considérons cela comme une interruption brutale de notre lutte, et poursuivons cette lutte parce qu'aujourd'hui n'est que le premier jour. Demain sera le deuxième jour. Mais s'il est décidé qu'il ne sera pas extradé, cela pourrait à nouveau prendre beaucoup de temps. Il est déjà en prison depuis presque cinq ans, et ce que je vois, ce que je ressens, c'est qu'en fait le gouvernement des États-Unis serait très heureux de le laisser en prison jusqu'à la fin des élections américaines, en le réduisant au silence, comme il le fait déjà.

« C'est pourquoi je pense qu'en plus de la grande lutte de soutien qui se déroule en Europe, nous devrions également nous concentrer sur les États-Unis. Nous devrions ramener la lutte aux États-Unis parce que c'est là qu'elle sera décisive. Ce n'est pas au Royaume-Uni. Ni à la Cour. Mais aux États-Unis.

« Et si Julian Assange est un prisonnier politique, et il l'est, seule la politique peut trancher cette affaire."

Ndlr.

* **DiEM25**. Le Mouvement pour la démocratie en Europe 20251 (en anglais : Democracy in Europe Movement 2025) ou DiEM25, est un mouvement politique pan-européen lancé en 2015 et présenté officiellement en février 2016 par l'ex-ministre des Finances grec Yánis Varoufákis. Ce mouvement vise à réformer les institutions de l'Union européenne afin d'y promouvoir davantage de transparence et de démocratie dans son fonctionnement. L'acronyme DiEM évoque la célèbre locution latine *carpe diem*.

Diem25.org 28 février 2024
Arrêt sur info — 01 mars 2024

Suite de la page (18)

l'horreur ! », TripFoumi, 25 février 2024
[4] Jean-Hébert Armengaud, « Haïti, naufrage et tueur à gages », Libération, Paris, 26 décembre 2003.
[5] Ecclésiaste 3:1-11 La Bible du Semeur, 2015
[6] Romain Le Cour Grandmaison, Ana Paula Oliveira et Matt Herbert, Haïti's gang crisis and international responses, Geneva, Switzerland, February 2024, p. 20.
[7] Michel Foucault, Surveiller et Punir, Paris, Gallimard, 1975, p. 170.
[8] Violaine Morin, Le Monde, 23 mars 2017.
[9] Legrand Bijoux, Des mœurs qui blessent un pays, (Haïti), Presses de Media-Texte, décembre1997.
[10] « Réinventons un pays meilleur : De Saint-Domingue à Haïti », Rezo Nodwès, 18 septembre 2023
[11] Ibid.
[12] Leslie Péan, « Le courage désespéré des banquiers », AlterPresse, 6 mars 2010.

Hugo Chávez, sur l'amour qui ne peut être rendu que par l'amour



L'ancien président vénézuélien Hugo Chávez Frías, décédé le 5 mars 2013 à l'âge de 58 ans

Par Oleg Yasinsky

L'un des meilleurs portraits de Chávez se trouve peut-être dans cette phrase de Fidel, prononcée il y a 11 ans, quelques heures après la douloureuse nouvelle : « *Voulez-vous savoir qui était Hugo Chávez ? Regardez qui le pleure et qui célèbre sa mort...* ».

Lors d'une conférence de presse en mai 2002 à Madrid, après la réunion des chefs d'État entre l'Union européenne et l'Amérique latine, fatigué et quelque peu agacé, Chávez a prononcé une phrase qui a mis mal à l'aise plus d'une autorité : « *Les gouvernements vont de sommet en sommet, tandis que les peuples vont d'abîme en abîme* ».

Il n'a jamais été ce que l'on voulait qu'il soit, peut-être parce qu'il n'est jamais entré dans la fonction protocolaire qu'il représentait officiellement. Premier président de la République bolivarienne du Venezuela, comme Fidel ou Allende, il est un personnage d'une dimension plus que régionale, planétaire, et sa pensée humaniste transcende toutes les frontières de son époque et de l'époque des frontières qui nous divisent encore.

Depuis cette courte et intense période historique qui s'est écoulée depuis son départ, la figure de Chávez fait déjà partie du panthéon des géants du continent latino-américain, et il n'est pas possible de l'en écarter.

L'une des choses les plus incroyables chez lui, à mon avis, a été son incroyable capacité à rester une personne tout à fait normale sur la plus haute tribune du pouvoir d'État et à persister dans son rêve obstiné et presque enfantin de se donner corps et âme, avec son peuple bien-aimé et des millions d'autres personnes partout dans le monde, dans la lutte pour l'être humain.

C'est ainsi qu'il a mérité la haine de plusieurs *"socialistes"* chiliens et européens. Alors que ceux-ci, du haut de leur trône et en tant que gestionnaires du système capitaliste, mentaient à leur peuple en disant "qu'ils faisaient ce qu'ils pouvaient" et *"qu'on ne pouvait rien faire de plus"*, Chávez montrait chaque jour qu'à partir d'une réalité beaucoup plus dure et complexe que la leur, il est toujours possible, avec une véritable intention, de faire beaucoup, beaucoup plus. Même lorsque quelque chose ne peut pas être fait, il y a toujours la liberté d'appeler les choses par leur nom. La liberté que d'autres n'ont pas eue. Contrairement à la plupart des dirigeants, Chávez était beaucoup plus fort et solide que le pouvoir qui change si facilement les autres.

Les médias ennemis n'ont pas lésiné sur les qualificatifs à son encontre, s'adonnant à un exercice magistral dans lequel ils n'ont pas leur pareil : la manipulation et la disqualification. Des mots, des phrases, des gestes, réels ou inventés, toujours décontextualisés, toujours de mauvaise foi et avec cette irresponsabilité totale face à toute conséquence que seule la grande presse *"démocrate"* possède.

La guerre médiatique contre Chávez en période de calme international relatif, il y a plus d'une décennie, semble avoir été la répétition générale avant de lancer cette usine à *"fake news"* mondiale que sont devenus aujourd'hui les grands médias internationaux.

Comme les partis traditionnels, totalement discrédités et obsolètes, ne pouvaient rivaliser avec le chavisme, le rôle du parti d'opposition a été confié à la presse privée vénézuélienne, qui est peu à peu devenue un véritable agent politique de l'empire du Nord. Au mépris de la guerre médiatique locale, régionale et mondiale, Chávez a parié sur les mécanismes de la seule vraie démocratie possible : la participation. C'est ainsi qu'Eduardo Galeano l'a décrit : « *Drôle de dictateur que ce Hugo Chávez. Masochiste et suicidaire : il a créé une Constitution qui permet au peuple de le chasser, et il a pris le risque que cela se produise lors d'un référendum révocatoire que le Venezuela a organisé pour la première fois dans l'histoire du monde. Il n'y a pas eu de sanction. Il s'agit de la huitième élection remportée par Chávez en cinq ans, avec une transparence que Bush aurait souhaitée pour ses vacances. Respectant sa propre constitution, Chávez a accepté le référendum, promu par l'opposition, et a mis sa fonction à la disposition du peuple : "Vous décidez". Jusqu'à présent, les présidents n'étaient interrompus qu'en cas de décès, de coup d'État dans une caserne, de protestation ou de décision parlementaire. Le référendum a inauguré une forme inédite de démocratie directe. Un événement extraordinaire : combien de présidents de tous les pays du monde oseraient le faire, et combien resteraient présidents après l'avoir fait ?*

Ce tyran inventé par les médias, ce démon redoutable, vient de donner une formidable injection de vitamines à la démocratie qui, en Amérique latine, et pas seulement en Amérique latine, est faible et a besoin d'énergie... ».

Qu'a-t-il pu arriver au lieutenant-colonel Hugo Chávez Frías, alors âgé de 38 ans, pour qu'il dirige d'abord l'opération Zamora, le 4 février 1992, puis, après sa défaite militaire, appelle les militaires rebelles à déposer les armes, prenant personnellement tout en charge dans un pays où aucun des hommes politiques de l'époque ne voulait prendre quoi que ce soit en charge ? Les débuts du néolibéralisme dans son pays, le réveil soudain du rêve d'un Venezuela saoudien au cauchemar du Caracazo, alors que le gouvernement obligeait l'armée à réprimer son peuple affamé ? Le souvenir de sa grand-mère, l'Indienne Sabana Rosa Inés, "*Mama Rosa*", qui l'a élevé avec ce qu'il y a de plus précieux au monde, un immense sens de l'appartenance et du devoir envers les humbles, qui a marqué toute sa vie politique ?

Parmi les innombrables récits du coup d'État manqué contre Chávez en avril 2002, j'ai été très impressionné par l'un de ceux qui n'ont pas été inventés, raconté par deux de ses protagonistes dans un quartier pauvre de Puerto Ordaz.

Deux pauvres dames, toutes deux grand-mères de longue date, m'ont raconté en riant comment, lorsqu'elles ont appris que leur président avait été enlevé, elles ont volé un camion garé devant leur maison et se sont dirigées vers Caracas pour sauver Chávez. Heureusement, à mi-chemin de leur voyage cahoteux, le président avait déjà été libéré par le peuple. Les grands-mères ont fait la fête sur l'une des places et le camion a été rendu sain et sauf à son propriétaire, qui a d'abord été en colère, mais qui est ensuite devenu leur ami.

La défaite du coup d'État de 2002 par un peuple uni contre l'armée a été une démonstration continentale très importante d'un nouveau et puissant protagoniste politique : une armée qui sort pour défendre son peuple, ce qui a certainement exacerbé encore plus la haine impériale contre la révolution bolivarienne.

Au-delà des diverses et nombreuses erreurs possibles et des succès incontestables de Hugo Chávez en tant que président, qui pourraient faire l'objet de discussions longues et complexes, je pense qu'il y a une chose qui est très claire. Dès ses premiers jours au pouvoir, pour la première fois dans l'histoire du pays, son premier gouvernement a fait sentir à des millions d'humbles Vénézuéliens, toujours marginalisés et négligés par les élites de tout bord politique, que ce pays était aussi le leur et que, s'ils voulaient l'améliorer pour leurs enfants, ils devaient participer, revendiquer, défendre, exprimer leurs opinions, discuter et, surtout, s'organiser. Accusé par la presse mercantile d'être un *"populiste"*, Chávez a fait le contraire des pratiques bien connues des dirigeants populistes régionaux, il a exigé de son peuple qu'il lise, qu'il s'éduque, qu'il apprenne, qu'il n'ait pas peur des idées, ouvrant de nouvelles possibilités d'éducation à des personnes de tous âges et de toutes couches sociales qui, pendant des siècles, avaient été exclues de la vie civique. Il a compris que c'était le seul moyen pour son peuple de ne pas être manipulé par les médias et les politiciens et de pouvoir ainsi construire une société différente de la société capitaliste.

J'ai été impressionné par son courage et son honnêteté lorsque, déjà très malade, il a parlé ouvertement dans une interview de sa peur de mourir. Il faut être vraiment grand pour affronter la vie sans faux masques de super-héros.

Aujourd'hui, 11 ans après son départ physique, au moment de la pire crise mondiale depuis des décennies, si nous gardons les yeux et le cœur grands ouverts, nous sentirons comment, depuis l'obscurité des cieux d'Amérique latine et du monde, la lumière de son héritage continue à nous atteindre, qui est, comme il le dirait, « *l'amour qui ne peut être rendu que par l'amour* ».

*Oleg Yasinsky** est un journaliste chilien-ukrainien, contributeur de médias indépendants latino-américains tels que Pressenza.com, Desinformemonos.org et autres, chercheur sur les mouvements indigènes et sociaux en Amérique latine, producteur de documentaires politiques en Colombie, en Bolivie, au Mexique et au Chili, auteur de plusieurs publications et traducteur de textes d'Eduardo Galeano, Luis Sepúlveda, José Saramago, Subcomandante Marcos et d'autres en russe.

RT 4 mars 2024
Traduction Bernard Tornare
5 Mars 2024